

Royaume du Maroc



Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE



Novembre 2024

Données du mois d'octobre 2024

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ÉCHANGES EXTÉRIEURS
FINANCES PUBLIQUES
DETTE DU TRÉSOR
MARCHÉ MONÉTAIRE
PRIX
ACTIVITÉ ET EMPLOI

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS

CONJONCTURE INTERNATIONALE

- **USA** : Légère décélération de la croissance économique à +2,7% au T3-24, en glissement annuel (GA), après +3% au T2-24. De même, l'indice ISM manufacturier s'est maintenu en zone de contraction à 46,5 points en octobre 2024 ;
- **ZONE EURO** : Amélioration du taux de croissance économique pour ressortir à +0,9%, en GA, au T3-24 contre +0,6% au T2-24. Pour sa part, l'indice PMI composite a marqué une légère hausse à 50 points en octobre contre 49,6 points en septembre, son plus haut niveau depuis deux mois ;
- **CHINE** : Quasi-stabilité de la croissance économique à +4,6% au T3-24, en GA, après +4,7% au T2-24. Par ailleurs, l'indice PMI manufacturier s'est inscrit en zone d'expansion à 50,1 points en octobre 2024 ;
- Regain des prix des **produits de base** en octobre (Pétrole : +1,8% ; Gasoil : +1,1% ; Sucre : +6,9% et Blé tendre : France +1,6%) ;
- Tendances positives sur les **marchés financiers** en octobre (S&P500 : +3%, GDAXI : +3,1%, MSCI-EM : +4,6%).

CONJONCTURE NATIONALE

- Maintien de la **croissance de l'économie nationale** au T2-24 à +2,4% contre +2,5% au T2-23, recouvrant une baisse de la valeur ajoutée agricole de -4,5% contre +1,5% un an auparavant et une accélération du PIB non agricole à +3,2% contre +2,6% ;
- Baisse de la **production céréalière** au titre de la campagne agricole 2023/24 à 31,2 M.Qx, sous l'effet particulièrement du repli des superficies semées ;
- Repli des débarquements en volume des produits de la **pêche côtière et artisanale** de -1% à fin octobre 2024 ;
- Nette reprise de la production des **phosphates et de ses dérivés** de +32,7% et de +28,3% respectivement à fin août 2024 ;
- Hausse du **taux d'utilisation des capacités de production industrielle** de +3,6 points en moyenne des neuf premiers mois de l'année 2024 pour s'établir à 77,5% ;
- Progression de +1,8% de la **production locale d'électricité** à fin septembre 2024 par rapport à la même période un an auparavant ;
- Reprise de +8,2% des **ventes de ciment** à fin octobre 2024 contre -1,5% un an auparavant ;
- Augmentation de +19,7% du **trafic passager aérien** à fin septembre 2024 pour atteindre un record de 24,3 millions ;
- Progression des **arrivées de touristes** de +17,9% à fin septembre 2024 pour atteindre 13,1 millions de touristes ;
- Hausse du **déficit commercial** de +3,9% pour s'établir à -222,6 MM.DH à fin septembre 2024 et amélioration du taux de couverture de +0,3 point à 59,8%, résultat d'une hausse exportations (+16,8 MM.DH ou +5,3%) plus rapide que celle des importations (+25,2 MM.DH ou +4,8%) ;
- Bonnes performances à fin septembre 2024 des **exportations** des phosphates et dérivés (+11,3%), de l'automobile (+6,9%), de l'aéronautique (+20,2%) et de l'électronique et électricité (+2,3%) ;
- Repli des **importations** des produits énergétiques (-5,9%) et des produits bruts (-3,5%) contre une hausse de celles des produits alimentaires (+1,1%), des biens d'équipement (+11,5%), des demi-produits (+8,5%) et des biens de consommation (+6,6%) ;
- Amélioration des **Avoirs Officiels de Réserve** de +8,5 MM.DH ou +2,4% à fin septembre 2024 pour s'établir à 368 MM.DH ;
- Hausse du **crédit bancaire hors prêts à caractère financier** de +20,3 MM.DH ou +2,1% à fin septembre 2024 contre +14,7 MM.DH ou +1,6% un an auparavant ;
- Progression du **déficit budgétaire** à 47,3 MM.DH à fin octobre 2024 contre 37,5 MM.DH un an auparavant.
- Hausse de l'encours de la **dette globale du Trésor** de +55 MM.DH ou +5,4% au cours des dix premiers mois de l'année 2024 contre +69 MM.DH ou +7,2% un an auparavant à la même période, pour atteindre 1 071,5 MM.DH ;
- Baisse des **taux de rémunération des BDT** à fin septembre 2024 de -51,5 pbs pour les maturités à 2 ans, de -59,1 pbs pour les 5 ans, de -68,7 pbs pour les 10 ans, de -75,4 pbs pour les 15 ans, de -76,9 pbs pour les 20 ans et de -80,1 pbs pour les 30 ans ;
- Sensible atténuation du **taux d'inflation** à 1,1%, en moyenne des dix premiers mois de l'année 2024, contre 6,6% durant la même période de l'année 2023 ;
- Quasi-stabilisation du **taux de chômage** au niveau national au T3-24 (+0,1 point à 13,6%), recouvrant un maintien à 17% en milieu urbain et une augmentation de +0,4 point en milieu rural à 7,4%.

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL

Résilience de l'économie mondiale en 2024

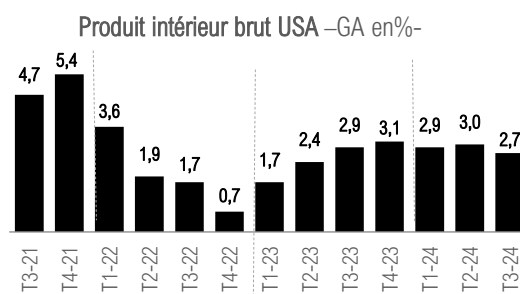
Dans son édition du mois d'octobre 2024, le Fonds Monétaire International (FMI) a maintenu sa prévision de croissance de l'économie mondiale à +3,2% au titre de l'année 2024 par rapport à l'édition du mois de juillet 2024 et ce, contre +3,3% en 2023. Cette prévision tient compte notamment d'un contexte marqué par une poursuite de la désinflation, favorisant ainsi un atterrissage en douceur de l'économie mondiale. Nonobstant, cette prévision reste entourée par des risques baissiers liés notamment à i) l'accentuation des tensions géopolitiques ii) la résurgence de la volatilité des marchés financiers qui pourrait entraîner un resserrement des conditions financières iii) les difficultés du secteur immobilier chinois qui pourraient avoir des répercussions mondiales par leur effet sur les échanges commerciaux internationaux et iv) les perturbations dans le processus de désinflation qui pourraient entraver le processus d'assouplissement monétaire mené par les banques centrales.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait passer à +1,8% en 2024 (+0,1 point / juillet) contre +1,7% en 2023. Dans ce sillage, le taux de croissance aux États-Unis devrait augmenter de +2,8% (+0,2 point / juillet) contre +2,9% en 2023, porté particulièrement par l'amélioration de la consommation intérieure et l'investissement non résidentiel combinée à la bonne vigueur du marché de travail. De même, le rythme de croissance de la zone euro devrait s'accélérer de +0,4 point à +0,8% en 2024 (-0,1 point / juillet) contre +0,4% en 2023, en liaison notamment avec la bonne tenue des exportations. Par pays, l'activité économique devrait se renforcer en Espagne pour ressortir à +2,9% en 2024 contre +2,7% en 2023 (+0,5 point / juillet). Par ailleurs, le rythme de croissance devrait se stabiliser en France (+1,1%, soit +0,2 point / juillet) et en Italie (+0,7%, stable / juillet). En revanche, l'Allemagne devrait marquer une stagnation (0,0% contre -0,3% en 2023, soit -0,2 point / juillet). Pour sa part, le PIB du Japon devrait ralentir de -1,4 point pour revenir à +0,3% en 2024 contre +1,7% en 2023 (-0,4 point / juillet), suite aux perturbations temporaires de l'offre et à la faiblesse de l'investissement privé.

Concernant les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait ralentir légèrement à +4,2% en 2024 (stable / juillet) contre +4,4% en 2023, reflétant des décélérations dans plusieurs régions. En effet, le taux de croissance économique de la Chine devrait revenir à +4,8% (-0,2 point / juillet) contre +5,2% en 2023, en lien avec les difficultés du secteur immobilier et la baisse de la confiance des consommateurs. De même, la croissance de l'Inde devrait revenir à +7,0% (stable / juillet) contre +8,2% et ce, suite à l'atténuation des effets de la relance post-pandémique. Pour sa part, l'activité économique en Russie devrait maintenir un taux de croissance stable autour de +3,6% en 2024 (+0,4 point / juillet), en liaison avec le ralentissement de l'investissement et de la consommation. Enfin, l'économie brésilienne devrait progresser de +3,0% (+0,9 point / juillet) contre +2,9%, en raison de l'évolution favorable de la demande intérieure et des effets moins graves que prévu des inondations.

Ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis

L'économie américaine a marqué une décélération de son taux de croissance à +2,7% en GA au T3-24, en légère baisse de -0,3 point par rapport au trimestre précédent. Cette évolution provient du ralentissement de l'investissement résidentiel (+3,5% contre +5,6%) et des dépenses publiques (+3,4% contre +3,5%). En revanche, les dépenses de consommation ont vu leur rythme de croissance légèrement s'accélérer (+3% contre +2,7%).

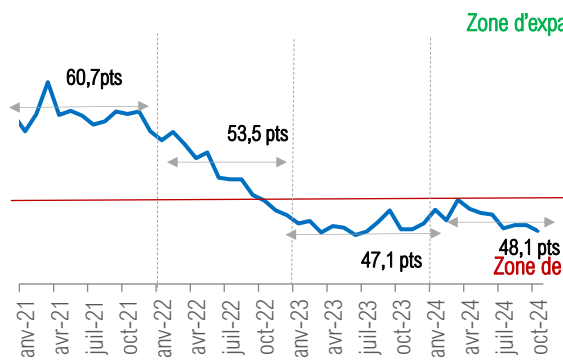


Source: US Bureau of Economic Analysis

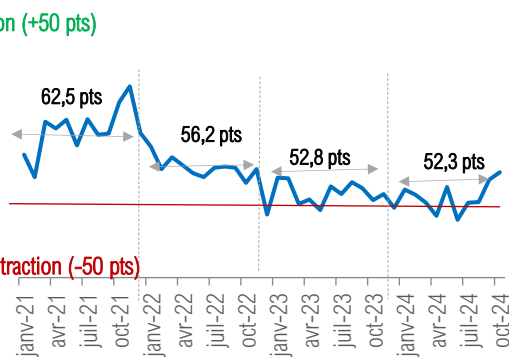
L'évolution des indicateurs avancés au cours du mois d'octobre 2024 témoigne de la poursuite du ralentissement de l'activité industrielle, comme en atteste le maintien de l'indice ISM manufacturier en zone de contraction à 46,5 points, en baisse de -0,7 point par rapport à septembre 2024. Toutefois, l'indice ISM non manufacturier a rebondi de +1,1 point, se situant ainsi en zone d'expansion avec un score de 56 points.

Par ailleurs, la production industrielle a enregistré une baisse de -0,6%, en GA, en septembre 2024 contre -0,2% en août 2024. De même, le rythme de progression des ventes au détail a marqué une décélération à +1,7% en septembre contre +2,2% en août. Pour sa part, l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan a été porté à 73 points en novembre 2024 contre 70,5 points un mois auparavant.

Indice ISM « Manufacturier » USA - En points –



Indice ISM «Non Manufacturier » USA - En points –



Source : Institute for Supply Management

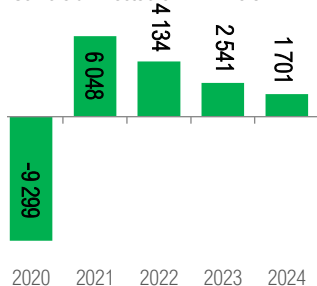
Concernant le marché du travail, il a fortement subi l'impact des grèves chez Boeing avec une création d'emplois limitée à 12 mille en octobre 2024, son plus bas niveau depuis décembre 2020, contre 223 mille en septembre 2024, portant ainsi le cumul depuis le début de l'année à seulement 1701 mille postes contre 2376 mille postes un an auparavant. Malgré cette orientation, le taux de chômage s'est maintenu stable, d'un mois à l'autre, à 4,1% en octobre 2024 et ce, contre 3,7% à fin 2023.

Pour sa part, le taux d'inflation est passé de 2,4% en septembre 2024 à 2,6% en octobre. Cette évolution est liée notamment à la baisse moins importante des prix des produits énergétiques (-4,9% contre -6,4%) tandis que ceux des produits alimentaires ont enregistré une légère décélération (+2,1% contre +2,3%).

Dans ce contexte, la Réserve Fédérale américaine (FED) a décidé, lors de sa réunion du 7 novembre 2024, de réduire, pour la deuxième fois depuis mars 2020, de 25 points de base ses taux d'intérêts dans une fourchette allant de 4,5% à 4,75%. En parallèle, la FED poursuivra son rythme de réduction du programme de Resserrement Quantitatif (entamé depuis le 1^{er} juin 2024). Ainsi, la diminution mensuelle maximale des titres du Trésor est passée de 60 MM.\$ US à 25 MM.\$US et celle de titres d'agences et de titres hypothécaires demeurera à 35 MM.\$US.

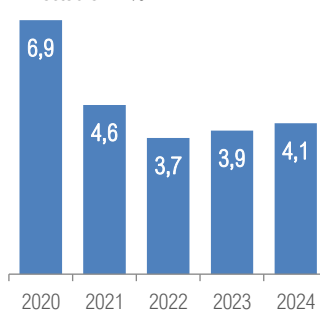
Création d'emploi non agricole

Cumulé à fin octobre- En milliers



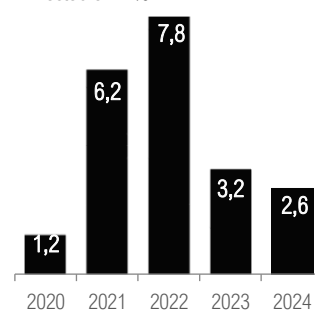
Taux de chômage

En octobre-En %



Taux d'inflation

En octobre-En %



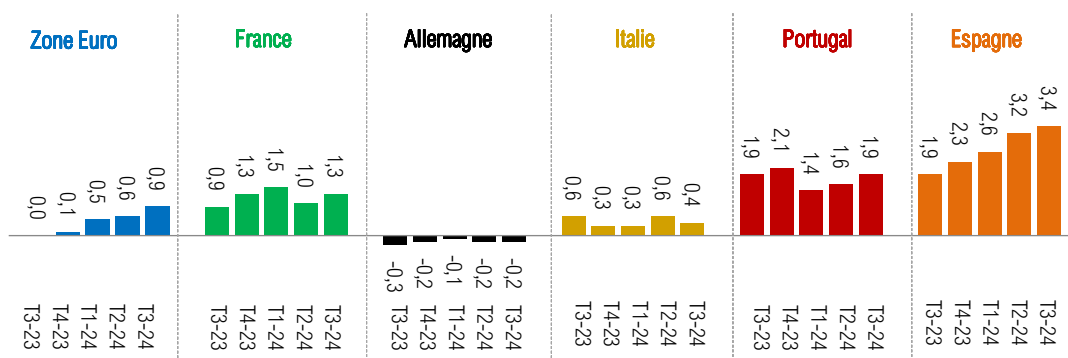
Source : United States Department of Labor

Léger rebond de l'activité économique au sein de la zone euro au T3-24

Au titre du T3-24, l'activité économique a confirmé son évolution favorable affichée depuis un an pour s'accélérer de +0,9% en G.A contre +0,6% au trimestre précédent, portée particulièrement par la bonne tenue de la demande intérieure et, dans une moindre mesure, par la progression des exportations nettes.

Par pays, cette amélioration a concerné particulièrement l'Espagne, qui affiche le taux de croissance le plus élevé au sein de la zone (+3,4% au T3-24 contre +3,26% au T2-24) et ce, en liaison avec la bonne performance du secteur touristique et de la consommation intérieure. En France, la croissance économique (+1,3% contre +1,0%) a été stimulée par l'impact positif de l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques sur la consommation. Par contre, le rythme de croissance a accusé une décélération en Italie (+0,4% contre +0,6%) tandis qu'il s'est stabilisé en Allemagne à -0,2%, d'un trimestre à l'autre.

Produit intérieur brut Zone Euro - en glissement annuel-en % -



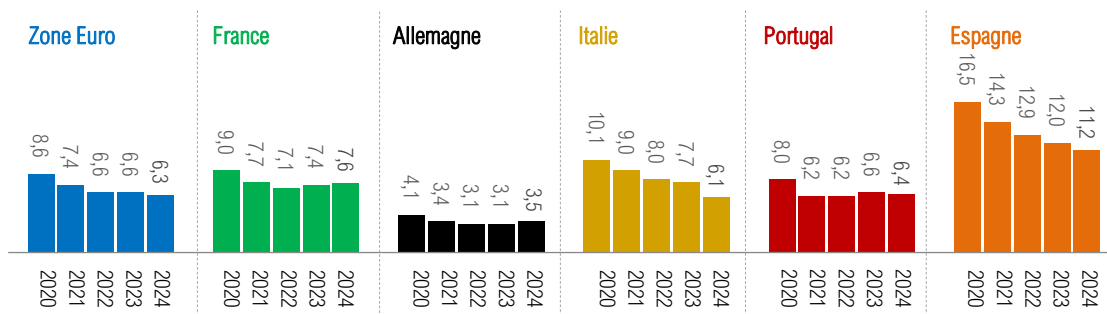
Source : Eurostat

Concernant les indicateurs avancés, l'indice PMI composite a renoué avec la hausse pour s'établir à 50 points en octobre contre 49,6 points en septembre, son plus haut niveau depuis deux mois. Cette évolution est portée principalement par le relatif redressement du PMI manufacturier (46 points en octobre, son plus haut niveau depuis cinq mois, contre 45 points en septembre) ainsi que par l'amélioration du PMI non manufacturier (51,6 points, son plus haut niveau depuis deux mois, contre 51,4 points).

De son côté, l'indice ESI du sentiment économique de la zone euro a marqué un fléchissement pour revenir à 95,6 points au cours du mois d'octobre contre 96,3 points en septembre. Cette évolution est liée principalement à la baisse de la confiance des entreprises dans le secteur de l'industrie et du commerce de détail et ce, notamment en Espagne (-4,8 points) et en France (-4,7 points).

Pour sa part, le marché de l'emploi a confirmé sa bonne performance au sein de la zone euro, comme en témoigne le maintien du taux de chômage à 6,3% en septembre, son plus bas niveau historique. Par pays et par rapport à fin 2023, ce taux a baissé de -1,2 point en Italie (6,1%), de -0,7 point en Espagne (11,2%) et de -0,1 point au Portugal (6,4%). En revanche, ce taux a augmenté de +0,4 point en Allemagne (3,5%) et de +0,1 point en France (7,6%).

Taux de chômage Zone euro – Septembre en % -

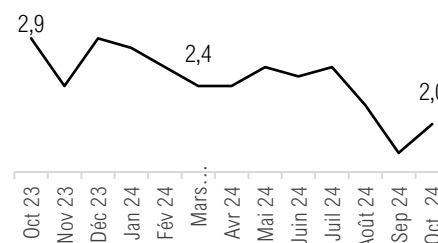


Source : Eurostat

Au niveau des prix et d'après l'Eurostat, le taux d'inflation est passé de 1,7% en septembre à 2% en octobre. Cette évolution est attribuable principalement à la hausse des prix des produits alimentaires (2,9% contre 2,4%) tandis que ceux des produits énergétiques ont marqué une décélération de leur rythme baissier (-4,6% contre -6,1%).

Par pays, et hormis le Portugal qui a maintenu son taux d'inflation à +2,6% en octobre, les prix ont enregistré une accélération au niveau des principaux pays de la zone, notamment l'Allemagne (2,4% contre 1,8%), l'Italie (1% contre 0,7%), la France (1,5% contre 1,4%) et l'Espagne (1,8% contre 1,7%).

Taux d'inflation annuel Zone Euro -En % -



Source : Eurostat

Compte tenu de ce contexte, la BCE a décidé de poursuivre sa politique d'assouplissement monétaire et d'abaisser ainsi, pour la troisième fois au cours de cette année lors de sa réunion du mois d'octobre, les trois taux d'intérêt directs de 25 points de base. En effet, les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal ont été ramenés respectivement à 3,25%, 3,40% et 3,65%.

De même, la BCE a confirmé la poursuite de la réduction de ses achats nets mensuels d'actifs au titre de son programme APP (asset purchase programme) à un rythme mesuré et prévisible et l'arrêt du réinvestissement des paiements du principal des titres arrivant à échéance. En outre, la BCE a cessé de réinvestir la totalité des remboursements en principal des titres arrivant à échéance achetés dans le cadre du PEPP (pandemic emergency purchase programme), ce qui se traduit par une réduction du portefeuille de 7,5 MM.€ par mois en moyenne. Parallèlement, le Conseil des gouverneurs a fait part de son intention de mettre un terme aux réinvestissements dans le cadre du PEPP d'ici à fin 2024.

Pays émergents : Quasi-stabilité de la croissance en Chine

En Chine, la croissance de l'économie a quasiment stagné à +4,6% au T3-24, en GA, après +4,7% au T2-24. Il s'agit de la plus faible progression depuis le T1-23 causée par le ralentissement persistant de l'activité immobilière et la faiblesse de la demande intérieure, associés à la chute du yuan et la montée des tensions avec la plupart de ses partenaires commerciaux suite à la multiplication des mesures protectionnistes.

Pour leur part, les ventes au détail ont progressé de +3,2% en GA, en septembre 2024, après +2,1% en août 2024. Parallèlement, la production industrielle a accéléré à +5,4%, en GA, en septembre 2024 après +4,5% en août 2024. Pour sa part, l'Indice PMI manufacturier est passé en zone d'expansion à 50,1 points en octobre 2024. De même, l'Indice PMI non manufacturier s'est maintenu, pour le 21^{ème} mois consécutif, en zone d'expansion (50,2 points après 50 points).

S'agissant du taux de chômage, il a légèrement diminué pour revenir à 5,1% en septembre 2024 après 5,3% en août 2024. Enfin, le taux d'inflation s'est établi à 0,3% en GA, en octobre 2024, en baisse de -0,1 point par rapport à septembre 2024.

Dans ce contexte, la Banque Populaire de Chine a continué sa politique d'assouplissement monétaire pour relancer l'activité économique et le secteur immobilier en particulier. Ainsi, elle a abaissé lors de la réunion du 21 octobre 2024 son taux directeur LPR à 1 an de 25 points de base à 3,1%. De même, elle a réduit de 25 points de base son taux préférentiel sur les prêts à 5 ans, références pour les prêts hypothécaires, à 3,6%.

Au Brésil, la croissance de l'économie a enregistré un rebond de +3,3% au T2-24, en GA, après +2,5% au T2-24. De son côté, la production industrielle a connu une accélération à +3,4% en septembre, en GA, après +2,2% en août 2024. En revanche, les ventes au détail ont connu une forte décélération à +2,1% en septembre 2024, en GA, après +5,1% en août 2024.

Pour sa part, l'Indice PMI composite est passé de 52,2 points en septembre 2024 à 55,9 en octobre 2024. Cette évolution provient de la hausse du PMI des services (56,2 points après 55,8 points) tandis que l'indice PMI manufacturier a diminué (52,9 points après 53,2 points).

De son côté, le taux de chômage s'est amélioré pour atteindre 6,4% en octobre après 8,5% en septembre. De même, le taux d'inflation a progressé de 4,8%, en GA, en octobre 2024 contre 4,4% en septembre. Dans ce contexte, la Banque Centrale du Brésil a relevé, lors de sa réunion du 6 novembre 2024, son taux directeur de 50 points de base à 11,25%.

Enfin, **en Inde**, le taux de croissance économique a progressé de +7,6% au T2-24, en GA, après +7,8% au T1-24. Parallèlement, la production industrielle a marqué une hausse importante de +3,1% en septembre 2024 contre -0,1% un mois auparavant. De son côté, l'indice du PMI manufacturier est passé de 56,5 points en septembre 2024 à 57,5 points en octobre 2024 et le PMI des services s'est inscrit en hausse à 58,5 points après 57,7 points.

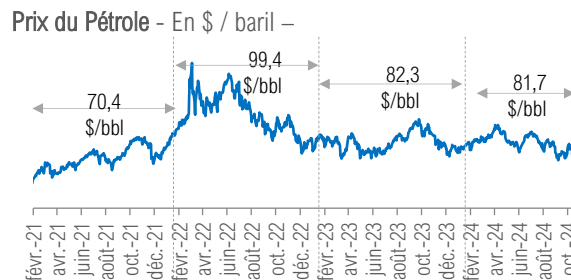
S'agissant du taux de chômage, il est revenu à 7,8% en septembre 2024 après 8,5% en août 2024. Pour sa part, le taux d'inflation a augmenté pour se situer à 6,2% en GA en octobre 2024, un niveau supérieur à la cible de 4% de la Banque de Réserve de l'Inde (BRI), après 5,5% en juillet 2024.

Dans ces conditions, la BRI a décidé, lors de sa réunion du 9 octobre 2024, de maintenir pour le 10^{ème} mois consécutif son taux directeur inchangé à 6,5%. La BRI a également maintenu les taux de la facilité permanente marginale et de la facilité permanente de dépôt inchangés respectivement à 6,75% et à 6,25%.

Renchérissement des cours des produits énergétiques

Dans un contexte marqué par une plus grande aversion au risque en liaison avec l'intensification des conflits géopolitiques au Moyen-Orient, les cours des principaux produits de base ont renoué en octobre avec leur évolution haussière aussi bien pour les produits énergétiques (+2,4%) que pour les autres produits (+2,1%).

Au niveau des produits énergétiques, les cours du pétrole se sont appréciés de +1,8%, d'un mois à l'autre, pour s'établir à 75,7 \$/bbl en octobre. Cette hausse est liée particulièrement à la décision de L'OPEP+ de reporter d'un mois l'augmentation de la production de pétrole qui était prévue en décembre conjuguée à la baisse des stocks de pétrole aux États-Unis.



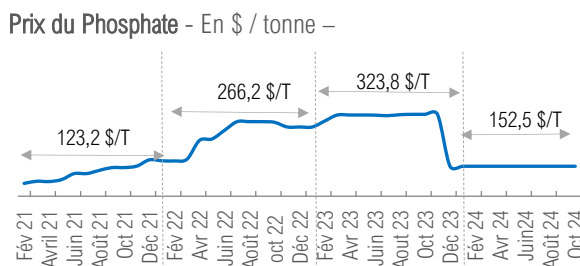
Source : Bloomberg

Par rapport à fin 2023, les cours ont baissé de -2,2%. En revanche, les cours du gasoil se sont accrus de +1,1%, ramenant ainsi leur baisse à -15% par rapport à fin 2023.

Pour sa part, et compte tenu d'un contexte marqué par des conditions météorologiques défavorables affectant l'offre de certains produits alimentaires, l'indice synthétique des cours des denrées alimentaires a marqué une légère hausse de +0,7% par rapport au mois de septembre. En effet, les prix se sont renchérissés de +6,9% pour le sucre (526 \$/T en moyenne en octobre), de +2,9% pour le maïs (190 \$/T), de +1,6% pour le blé tendre français (249 \$/T) et de +1,2% pour le blé tendre américain (273 \$/T).

De même, les prix des métaux de base ont confirmé leur évolution haussière en octobre, comme en témoigne l'accroissement mensuel de +4,4% de l'indice des prix y afférent. Dans ce sillage, les hausses des prix ont atteint +9,5% pour le zinc (3106 \$/T en moyenne en octobre), +5,9% pour l'aluminium (2596 \$/T), +3,2% pour le cuivre (9534 \$/T) et +1,7% pour le Plomb (2034 \$/T). Cette appréciation est liée particulièrement à l'accroissement des inquiétudes des producteurs concernant le resserrement de l'offre en Asie.

Enfin, les cours du phosphate brut se sont maintenus à 152,5 \$/T en octobre et ce, depuis décembre 2023. De leur côté, les cours des dérivés du phosphate ont marqué des évolutions différenciées recouvrant, d'une part, une hausse de +3,4% pour le DAP (573 \$/T) et, d'autre part, une baisse de -0,1% pour le TSP (504 \$/T), portant ainsi leurs évolutions annuelles à +1,7% et +12,6% respectivement.



Source : Banque mondiale

Embellie sur les marchés financiers

Au titre du mois d'octobre, les principales places financières ont confirmé leur hausse, sur fond d'anticipation d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine combiné à une poursuite des baisses des taux directeurs des principales banques centrales.

Aux États-Unis, soutenus par la publication des statistiques favorables sur l'emploi meilleures que prévu, les indices boursiers NASDAQ et S&P⁵⁰⁰ se sont appréciés de +4,1% et +3% en octobre, portant ainsi leurs performances par rapport à fin 2023 à +24,7% et +23,6% respectivement. En Europe, les marchés boursiers se sont également orientés à la hausse, comme en témoigne l'accroissement de l'indice EuroStoxx50 de +1,5% par rapport au mois de septembre, portant sa progression depuis fin 2023 à +9,8%. Ainsi, et par rapport au mois de septembre, les hausses ont atteint +3,1% pour le GDAXI ^{Allemagne}, +1,9% pour l'IBEX ^{Madrid}, +1,8% pour FTSE MIB ^{Milan} et +0,1% pour le CAC40 ^{Paris}. Par rapport à fin 2023, ces évolutions se sont établies respectivement à +14%, +12,5%, +11,6% et +0,1%.

De même, l'indice boursier des pays émergents MSCI-EM s'est apprécié de +4,6%, en un mois, portant sa progression par rapport à fin 2023 à +16,3%.

CONTEXTE NATIONAL

Quasi-stabilisation du rythme de croissance économique au T2-24

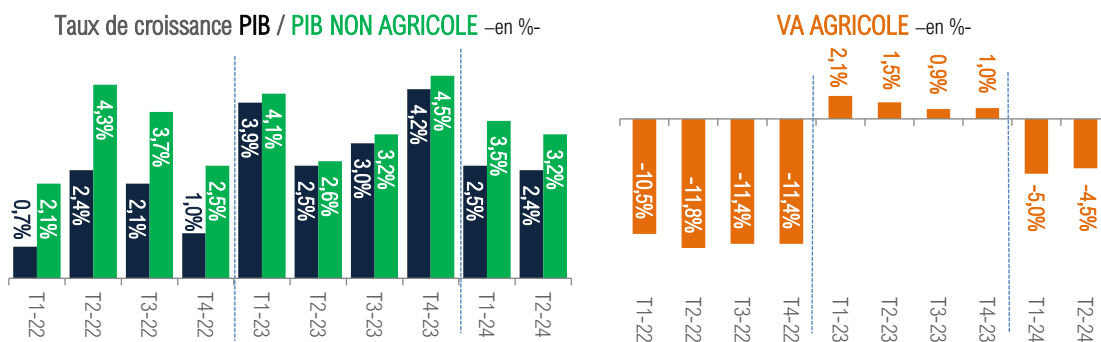
Sur la base des derniers résultats des comptes nationaux trimestriels du HCP, l'économie nationale a connu une quasi-stabilisation de son rythme de croissance à +2,4% au cours du T2-24 contre +2,5% au T2-23, reflétant une baisse de la valeur ajoutée agricole et une accélération des activités non-agricoles.

Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est contractée de -5,0% au T2-24 contre +1,2% un an auparavant ; résultat du repli de la valeur ajoutée aussi bien du secteur agricole (-4,5% contre +1,5%) que du secteur de la pêche (-14,7% contre -4,5%).

De son côté, la valeur ajoutée du secteur secondaire a enregistré une reprise de +3,8% contre -2,4% un an auparavant, provenant des industries extractives (+23,6% au T2-24 contre -9,6% au T2-23), de la construction (+3,6% contre -2,4%) et des industries de transformation (+2,9% contre -1,6%). De son côté, la valeur ajoutée du secteur de distribution de l'électricité, gaz, eau, assainissement et déchets a enregistré une baisse de -6,3% contre +0,8%.

Par ailleurs, et après une forte progression de +5,0% au T2-23, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a poursuivi son dynamisme avec une croissance de +3,1% au T2-24. Cette évolution reflète la bonne tenue des secteurs de l'hébergement et restauration (+9,3% après +32,8%), du transport et de l'entreposage (+5,1% contre +6,9%), des activités des services rendus par l'administration publique (+3,6% contre +3,3%), des activités de l'éducation (+2,7% contre +4,8%), des services immobiliers (+2,0% contre +3,2%), des activités du commerce et réparation véhicules (+1,9% contre +0,9%), de la recherche et développement et services rendus aux entreprises (+3,8% contre +4,4%) et, dans une moindre mesure, des services financiers et assurances (+0,9% contre +3,1%) et des postes et télécommunications (+0,5% contre +4,2%),.

Tenant compte de ces évolutions, la croissance de la valeur ajoutée non agricole a atteint +3,2% contre +2,5% au T2-23. Par ailleurs, et compte tenu de la hausse du poste impôts nets des subventions de +3,0% au lieu de +2,9% au T2-23, la croissance du PIB non agricole s'est élevée à +3,2% contre +2,6% un an auparavant. Quant au PIB nominal, il a connu une hausse de +3,6%, laissant apparaître une progression de +1,2% du niveau général des prix contre +3,1% durant la même période un an auparavant.



Source : Haut-Commissariat au Plan

Contribution positive de la demande intérieure à la croissance économique

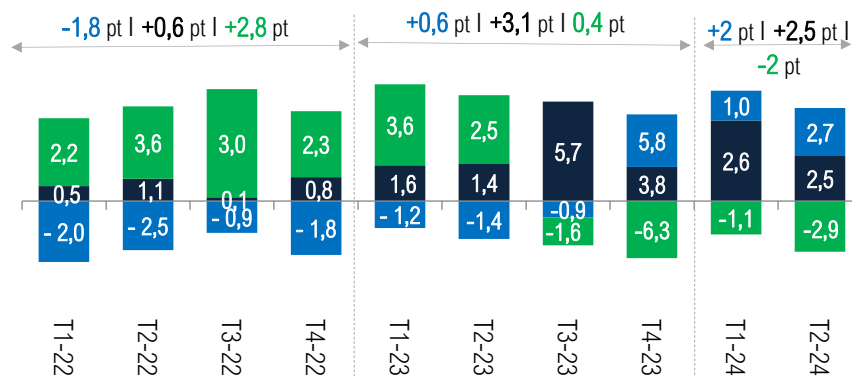
La contribution de la demande intérieure à la croissance s'est améliorée pour atteindre +5,2 points au T2-24 contre une contribution nulle au T2-23. Ce résultat reflète la hausse de la consommation des ménages de +3,1% contre +0,6% un an auparavant et la décélération de la consommation finale des administrations publiques passant de +4,9% au T2-23 à +3,8% au T2-24, soit des contributions respectives de +1,7 et +0,7 point à la croissance. De son côté, l'investissement a affiché une reprise de +8,9% au lieu de -4,2%, soit une contribution positive à la croissance de +2,7 points.

Contribution négative du solde des échanges extérieurs à la croissance économique

Compte tenu d'une forte hausse des importations (+12,9% contre +0,2%) et des exportations (+7,8% contre +5,5%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est située à -2,9 points contre +2,5 points un an auparavant.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs

- En points de croissance -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Campagne agricole 2023/24 : Baisse de la production céréalière en raison du repli des superficies semées

La campagne agricole 2023/24 s'est inscrite dans le sillage d'une séquence de plus de cinq années consécutives de sécheresse. Aussi, la variation importante des températures minimales et maximales a-t-elle entraîné des perturbations des cycles de production des cultures. En conséquence, la hausse des températures durant le mois de novembre 2023, conjuguée au manque de pluies au cours de cette période, a accentué le stress hydrique dans plusieurs zones céréalières et causé des pertes significatives dans les emblavements des céréales.

Dans ces conditions, et pour la première fois depuis 40 ans, les superficies emblavées en céréales se sont limitées à 2,5 millions d'hectares contre 3,7 millions d'hectares lors de la campagne précédente, soit une baisse historique de -33%. Dans ces conditions, la production céréalière a été estimée à 31,2 M.Qx contre 55 M.Qx au titre de la précédente campagne, soit une baisse de -43%. Par espèce, cette production est répartie entre le blé tendre (17,5 M.Qx), le blé dur (7,1 M.Qx) et l'orge (6,6 M.Qx).

Toutefois, l'amélioration des conditions climatiques à partir du mois de février 2024 a eu un impact positif sur le développement de plusieurs cultures printanières, dont notamment le maraîchage et l'arboriculture fruitières. Avec une production de 8,4 millions de tonnes, les cultures maraîchères ont permis de couvrir les besoins des marchés local et étranger et les exportations en ces produits, notamment, la tomate, l'oignon et la pomme de terre.

S'agissant du secteur de l'élevage, il a contribué à l'approvisionnement régulier du marché national en produits animaliers et ce, grâce aux mesures prises par le gouvernement visant notamment la mise en œuvre du programme de réduction de l'impact du déficit pluviométrique. Ces mesures ont concerné notamment : (i) la distribution d'orge et d'aliment composé subventionnés en faveur des éleveurs, ainsi que l'aménagement et l'équipement de points d'eau pour l'abreuvement du cheptel et ; (ii) la suspension des droits de douane et de la TVA, ainsi que la subvention à l'importation des ovins.

MESURES DE SOUTIEN POUR ASSURER UN BON DEMARRAGE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2024/25 :

Le début de la campagne agricole 2024/25 a bénéficié de précipitations globalement favorables enregistrées dans plusieurs régions du Maroc. Par conséquent, le cumul pluviométrique s'est amélioré pour atteindre 58,1 mm à fin octobre 2024, en hausse de +11,8% par rapport à la campagne précédente. Pour sa part, le taux de remplissage des barrages s'est situé à 29,6% au 8 novembre au lieu de 24,7% enregistré l'année dernière à la même date.

Par ailleurs et pour assurer le bon démarrage de la campagne agricole 2024/25, le gouvernement a mis en place des mesures pour soutenir la capacité de production des agriculteurs, particulièrement en matière d'approvisionnement en intrants tels que les semences et les engrais de développement des filières de production, de gestion de l'irrigation, d'assurance agricole et de financement. Ces mesures consistent à :

- La mise à disposition de 1,3 million de quintaux de semences certifiées de céréales à des prix relativement inférieurs à ceux de la campagne précédente, et la subvention pour la première fois, les semences certifiées des légumineuses alimentaires et fourragères (entre 20% et 26% du coût de production) et l'approvisionnement du marché national par 650 mille tonnes d'engrais phosphatés aux mêmes prix que ceux de la campagne écoulée.
- Le soutien d'achat d'engrais azotés par 200 mille tonnes et le renforcement de l'assurance agricole à travers un nouveau système basé sur l'augmentation du capital assuré dans les zones favorables et l'instauration d'un régime d'assurance spécifique pour les autres zones ;
- L'assurance multirisque climatique de 1 million d'ha pour les céréales, les légumineuses et les cultures oléagineuses, ainsi que 50 mille ha pour les arbres fruitiers.

Evolutions favorables des activités non agricoles

La consolidation du PIB des activités non agricoles au cours des deux premiers trimestres de l'année 2024 est confirmée par les dernières évolutions des indicateurs de conjoncture, augurant ainsi de la poursuite de la reprise de l'ensemble des activités secondaires, notamment les industries extractives, les industries manufacturières et le BTP. De son côté, les activités tertiaires poursuivent leur dynamisme, soutenues particulièrement par les secteurs du tourisme et du transport qui affichent de bonnes performances.

Secteur de la pêche : Au terme des dix premiers mois de l'année 2024, le volume des débarquements des produits de pêche côtière et artisanale a affiché un léger recul de -1% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution recouvre, d'une part, des baisses des débarquements des coquillages (-92%), des algues (-51%), des crustacés (-8%) et des poissons blancs (-5%) et, d'autre part, une hausse de ceux des céphalopodes (+13%).

De leur côté, les débarquements en valeur se sont accrus de +6%, tirés par l'amélioration des captures des céphalopodes (+12%), des poissons pélagiques (+7%) et des poissons blancs (+1%) alors que des baisses ont été enregistrées au niveau des coquillages (-93%) et des algues (-55%).

Secteur minier : A fin août 2024, la production de phosphate a poursuivi sa nette reprise entamée depuis le mois d'octobre de l'année dernière avec un rebond de +32,7% contre -31,3% au cours de la même période de l'année précédente. De même, la production des dérivés s'est renforcée de +28,3% contre -11,5%.

De leur côté, les exportations en volume ont augmenté de +112% à fin août pour le phosphate, de +18,2% pour les engrais naturels et chimiques et de +10% pour l'acide phosphorique.

HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE OCP AU S1-24

Au terme du S1-24, le chiffre d'affaire du Groupe OCP s'est renforcé de +15% par rapport à la même période de l'année précédente pour atteindre 43,2 MM.DH, soutenu principalement par l'augmentation des volumes d'exportations, qui a largement compensé la baisse des prix de vente d'une année sur l'autre.

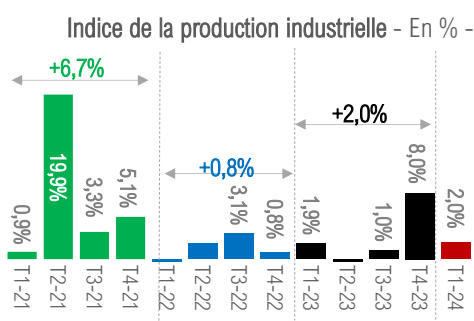
En effet, le chiffre d'affaires tiré des engrais phosphatés a augmenté de +15% par rapport à la même période de l'année précédente, suite à l'accroissement des volumes d'exportations (+25%), soutenu par une demande mondiale robuste. De même, le chiffre d'affaires tiré de l'acide phosphorique a connu une progression significative de +83%, en lien avec la hausse des volumes exportés (+10,2%) vers des marchés clés, notamment en Inde et en Europe. Par ailleurs, le chiffre d'affaires tiré de la roche a diminué de -42%, en raison de la baisse des prix et des volumes de ventes locales. Cette baisse a été, toutefois, compensée partiellement par une importante hausse des volumes d'exportations, principalement vers l'Europe et l'Asie.

Perspectives :

Le Groupe OCP anticipe une forte hausse de la demande d'importation au S2-24, notamment de la part du Brésil et de l'Inde, suite à une baisse des stocks mondiaux d'engrais phosphatés à leur plus bas niveau depuis 2016.

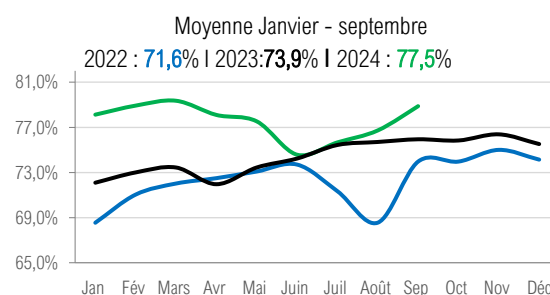
Le Groupe OCP demeure idéalement positionné pour maintenir une performance financière solide, en s'appuyant sur sa position de leader du marché, ses avantages d'échelle et ses gains d'efficacité opérationnelle et de production. Il continue ainsi de bénéficier d'un rythme de croissance parmi les plus élevés du secteur, tout en poursuivant sa stratégie de développement durable. Celle-ci repose sur l'expansion des capacités de production afin de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, ainsi que sur des investissements stratégiques dans des domaines clés tels que la gestion de l'eau, les énergies renouvelables, et le développement de l'ammoniac vert et de l'hydrogène vert.

Secteur industriel : L'indice de la production des industries manufacturières a enregistré une reprise de +5,8% au T2-24 contre -3,5% au T2-23. Cette évolution résulte notamment de la progression des indices de production de l'industrie chimique (+18,8%), de l'industrie automobile (+22,7%), de la fabrication de produits à base de tabac (+25,8%) et de la fabrication des produits informatiques, électroniques et optiques (+25,9). En revanche, les indices des industries alimentaires et de la fabrication d'équipements électriques ont enregistré des baisses respectives de -6,9% et -10,7%.



Source : Haut-Commissariat au Plan

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



Source : Bank Al-Maghrib

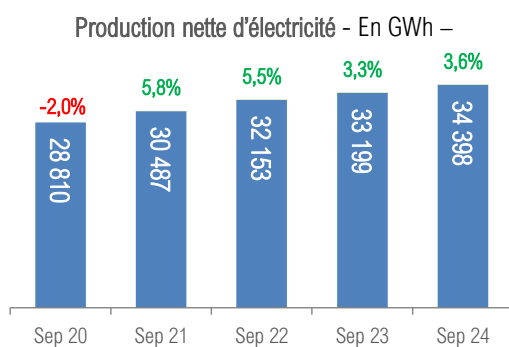
De son côté, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) a enregistré une hausse de +3,6 points, en moyenne des neufs premiers mois de l'année 2024, pour s'établir à 77,5%. Dans cette évolution, des hausses ont été enregistrées au niveau des TUC des industries mécaniques et métallurgiques (+11,1 pts), des industries électriques et électronique (+6,1 pts), des industries chimique et para-chimique (+3,6 pts), tandis que les TUC des industries agroalimentaires et des industries du textile et cuir ont marqué des baisses respectives de -1,7 pts et -1,1 pts.

Secteur énergétique : A fin septembre 2024, la production locale d'électricité a enregistré une progression de +1,8% par rapport à la même période un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, une forte hausse de +35,8% de la production issue des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 et, d'autre part, de légères variations de +0,1% de la production concessionnelle et de -0,3% de la production de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE).

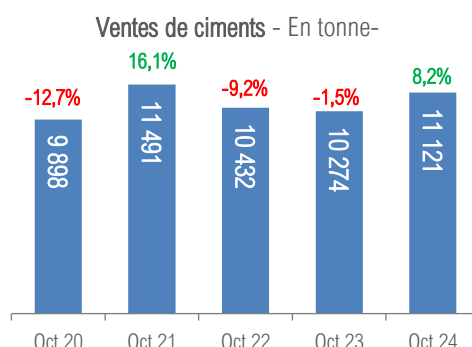
De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à +2056 Gwh contre +1438 Gwh un an auparavant, recouvrant une hausse de +30,7% des importations et une baisse de -27,2% des exportations. Ainsi, l'énergie appelée nette a marqué une hausse de +3,6% contre +3,3%.

Par ailleurs, la consommation d'électricité a légèrement diminué de -0,3% contre +3,8% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, des hausses de la consommation des régions (+2,8%) et de la consommation d'électricité à moyenne tension (+1,3%) et, d'autre part, des baisses de la consommation d'électricité à très haute et haute tension (-21,9%) et de la consommation résidentielle (-0,2%).

BTP : Les ventes de ciment ont enregistré une hausse de +19,7% en octobre 2024, portant leur évolution depuis le début de l'année à +8,2% contre -1,5% un an auparavant. A l'exception des ventes au niveau du segment du bâtiment qui ont accusé une baisse de -5,4%, tous les autres segments ont affiché des progressions de leurs ventes, en l'occurrence l'infrastructure (+22,4%) le béton prêt à l'emploi (+19,3%), le béton préfabriqué (+9,4%) et la distribution (+3,4%).



Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable



Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Par ailleurs, les crédits immobiliers ont progressé de +4,6 MM.DH ou +1,5% au cours des neuf premiers mois de l'année 2024 après +1,7 MM.DH ou +0,6% un an auparavant à la même date. C'est ainsi que les financements alloués à la promotion immobilière ont marqué une reprise de +2,9 MM.DH ou +5,6% contre -2,7 MM.DH ou -4,9% et ceux alloués aux crédits à l'habitat se sont légèrement atténués à +2 MM.DH ou +0,8% après +3 MM.DH ou +1,3%.

Pour sa part, le nombre de bénéficiaires du fonds DAMANE ASSAKANE a atteint 11.060 au terme des neuf premiers mois de l'année 2024, en hausse de +1,9% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution recouvre une augmentation de +6,5% du nombre de bénéficiaires du FOGALOGÉ (4.173 contre 3.918) et une baisse de -0,7% de celui du FOGARIM (6.878 contre 6.936). De leur côté, les montants des crédits accordés au FOGALOGÉ se sont améliorés de +5,4% à 1,4 MM.DH tandis que ceux accordés au FOGARIM ont diminué de -0,8% à 913 M.DH. Depuis sa création, 302.683 ménages ont bénéficié de l'appui du Fonds DAMANE ASSAKANE pour un montant global de près de 58 MM.DH.

Pour rappel, le programme d'aide au logement qui s'étend sur la période 2024-2028, a suscité un grand intérêt chez les marocains depuis son lancement en janvier 2024. Ainsi, le nombre de bénéficiaires du programme d'aide directe au logement s'est élevé à 29 mille jusqu'au 11 novembre 2024.

Tourisme : Le secteur touristique a continué d'afficher une bonne dynamique avec 5,7 millions d'arrivées entre juillet et septembre 2024, correspondant à une hausse de +23,6% par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. Depuis le début d'année, ces arrivées ont atteint un record de 13,1 millions, en progression de +17,9% par rapport à la même période de l'année précédente.

En ce qui concerne les nuitées réalisées dans les hôtels classés, elles se sont renforcées de +7,4% à fin août 2024 pour atteindre 18,7 millions. Par destination, le nombre des nuitées s'est amélioré principalement à Agadir (+15%), Marrakech (+8%), Casablanca (+6%) et Essaouira (+4%). De son côté, la région d'Al Haouz, affectée par un séisme au cours du mois de septembre 2023, a enregistré une hausse de +15%.

Transport : Au niveau du trafic aérien, les aéroports du Maroc ont enregistré un volume de trafic commercial record de 24,3 millions de passagers à fin septembre 2024, en hausse de +19,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Les mouvements aéroportuaires ont, de leur côté, progressé de +15,4% pour atteindre 179.863 vols. Cette évolution a été favorisée par la création de plusieurs nouvelles lignes aériennes internationales et le renforcement des fréquences hebdomadaires.

Pour ce qui est du trafic aérien international, il a affiché un rebond de +18,7% à fin septembre 2024 pour atteindre 21,7 millions de passagers. Cette dynamique a été soutenue principalement par la performance réalisée par les marchés de l'Europe (+20% avec 83,1% du total du trafic), du moyen et extrême orient (+12%) et de l'Afrique (+17,7%). Quant au trafic intérieur, il s'est renforcé de +28,8% pour atteindre 2,6 millions de passagers, porté par le lancement au mois de mai de nouvelles lignes intérieurs de la compagnie Ryanair.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

Aéroports	Septembre 2023	Septembre 2024	Var %
MOHAMMED V	7.412.999	7.906.684	7%
MARRAKECH	5.022.935	6724.707	34%
AGADIR	1.671.664	2.281.782	37%
FES - SAISS	1.331.116	1.486.531	12%
TANGER	1.478.341	1.802.300	22%
RABAT-SALE	863.754	1.233.148	43%
NADOR	802.775	815.419	2%
OIJDA	739.403	811.335	10%
LAAYOUNE	191.163	207.287	8%
TOTAL	20.285.552	24.274.324	19,7%

Source : Office National des Aéroports

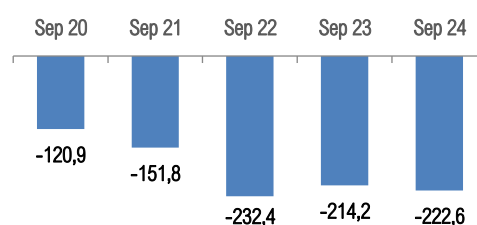
Télécommunications : Selon les derniers résultats de l'ANRT, le marché internet a enregistré un net rebond de son activité avec une hausse de +7,4% au T1-24, pour atteindre 38,3 millions abonnés, portant ainsi le taux de pénétration à 103,5% contre 97,2% au T1-23. Cette évolution est tirée principalement par l'augmentation de +7,2% du parc de l'Internet mobile, soit 93% du total.

Pour sa part, le marché de la téléphonie mobile a progressé de +4,4% pour atteindre 55,2 millions abonnés, portant ainsi le taux de pénétration à 149% contre 144,2%. De son côté, le parc de la téléphonie fixe s'est établi à près de 3 millions d'abonnés, marquant une hausse de +9,3% et un taux de pénétration de 8% contre 7,4%.

ECHANGES EXTERIEURS : HAUSSE DU DEFICIT COMMERCIAL

A fin septembre 2024, la situation des échanges extérieurs a été marquée par une hausse du déficit commercial de +8,4 MM.DH ou +3,9% pour se situer à -222,6 MM.DH. Les exportations se sont ainsi accrues de +16,8 MM.DH ou +5,3% alors que les importations ont augmenté de +25,2 MM.DH ou +4,8%, induisant une amélioration du taux de couverture de +0,3 point à 59,8%.

Déficit commercial – En MM.DH



Source : Office des changes

Poursuite de la bonne performance des exportations

Les exportations de marchandises ont poursuivi leur hausse au cours des dix premiers mois de l'année 2024 pour atteindre 331,5 MM.DH, soutenues par l'amélioration des ventes de la majorité des secteurs à l'exception du textile et cuir. En effet, les exportations des phosphates et dérivés se sont renforcées de +6,2 MM.DH ou +11,3% pour s'établir à 60,7 MM.DH, sous l'effet d'une hausse de +40,2% des ventes de phosphates et, dans une moindre mesure, de l'acide phosphorique (+8,9%) et des engrais naturels et chimiques (+8,4%). En volume, ces ventes ont augmenté de +76,9% pour le phosphate et de +16% pour les engrais naturels et chimiques et pour l'acide phosphorique.

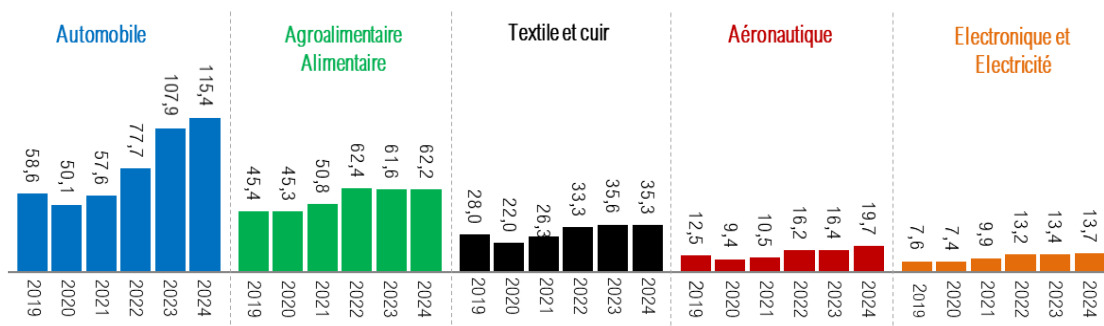
Hors OCP, les exportations se sont améliorées de +10,6 MM.DH ou +4,1% pour atteindre 270,8 MM.DH. Ainsi, les ventes du secteur automobile poursuivent leur bonne performance avec une progression de +7,5 MM.DH ou +6,9% pour s'établir à 115,4 MM.DH, soutenues par la hausse des expéditions des segments de l'intérieur des véhicules et sièges (+19,1%), de câblage (+7,4%) et de construction (+5,1%).

De même, les expéditions du secteur aéronautique se sont améliorées de +3,3 MM.DH ou +20,2% pour se situer à 19,7 MM.DH, en liaison principalement avec la hausse de +31,3% des ventes du segment de l'assemblage.

Pour leur part, les exportations du secteur de l'électronique et électricité ont affiché une progression de +313 M.DH ou +2,3%, s'établissant à 13,7 MM.DH. Cette évolution recouvre une hausse des ventes des appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électroniques (+19,8%), des fils et câbles (+3,1%) et un repli des expéditions des appareils électroniques pour téléphonie ou télégraphie par fil (-3,3%).

De leur côté, les exportations du secteur de l'agriculture et agro-alimentaire ont affiché une légère progression de +602 M.DH ou +1% pour atteindre 62,2 MM.DH, soutenues par le renforcement des ventes du segment de l'agriculture, sylviculture et chasse (+3,7%) et de l'industrie du tabac (+27,8%) alors que celles de l'industrie alimentaire ont reculé de -1,5%. Pour ce qui est des expéditions du secteur du textile et cuir, elles ont reculé de -371 M.DH ou -1% pour se situer à 35,3 MM.DH, suite notamment à un repli des ventes de chaussures (-8,9%) et des articles de bonneterie (-0,9%).

Exportations des MMM à fin septembre -En MM.DH



Source : Office des Changes

Allègement de la facture énergétique

Pour ce qui est des importations, qui se sont élevées à 554.1 MM.DH à fin septembre 2024, la facture énergétique s'est allégée de -5,4 MM.DH ou -5,9% pour revenir à 85,7 MM.DH, représentant 15,5% du total des importations. Cette évolution est le résultat notamment de la baisse des approvisionnements en houilles, coques et combustibles de -28%, suite à une baisse aussi bien des prix (-19,2%) que des quantités importées (-10,9%). Les achats de gaz de pétrole et autres hydrocarbures ont également reculé de -15,2%.

Par ailleurs, les importations de produits alimentaires ont augmenté de +731 M.DH ou +1,1% pour se situer à 67,7 MM.DH, en liaison essentiellement avec la hausse des approvisionnements en animaux vivants (+69%) et en fruits frais ou secs (+31,2%).

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations ont affiché une hausse de +29,9 MM.DH ou +8,1% pour s'établir à 400,7 MM.DH. C'est ainsi que les acquisitions de biens d'équipement ont progressé de +13,3 MM.DH ou +11,5%, atteignant 129 MM.DH, suite principalement au renforcement des achats de voitures utilitaires (+45%) et des appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques (+16%).

De même, les importations de demi-produits ont augmenté de +9,3 MM.DH ou +8,5% pour se situer à 119,6 MM.DH, en raison de la progression des approvisionnements en fer ou en aciers non alliés (+100%), en produits chimiques (+22,3%) et en matières plastiques et ouvrages divers en plastique (+6,5%).

De leur côté, les achats de biens de consommation se sont accrus de +7,9 MM.DH ou +6,6% à 127,7 MM.DH, tirés notamment par les importations de parties et pièces pour voitures de tourisme (+6,1%) et des médicaments et autres produits pharmaceutiques (+16,6%).

Les importations de produits bruts ont, quant à eux, reculé de -859 MM.DH ou -3,5% pour revenir à 23,9 MM.DH, suite principalement à la baisse des achats de l'huile de soja brute ou raffinée (-23,2%) et de ceux de l'huile de tournesol brute ou raffinée (-29,7%), atténuée notamment par la hausse des importations de souffres bruts et non raffinés (+6,6%).

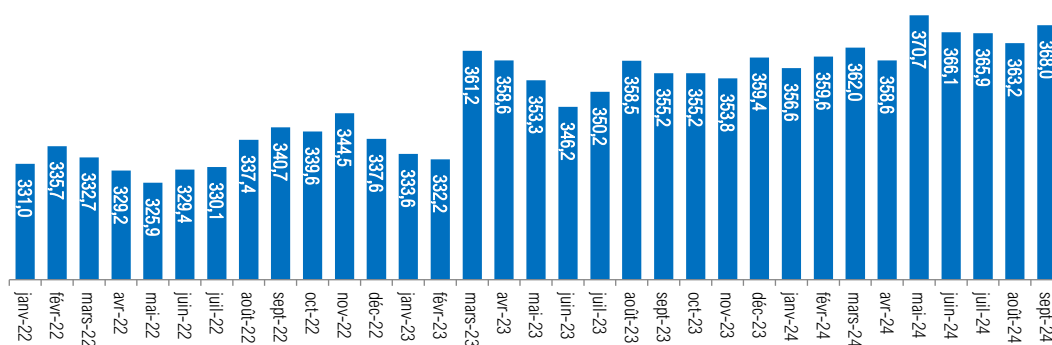
Amélioration des recettes voyages

A fin septembre 2024, les recettes voyages se sont améliorées de +6,7 MM. DH ou +8,4% pour se situer à 87,1 MM.DH. De même, les transferts des MRE se sont renforcés de +4,5 MM.DH ou +5,2% pour atteindre 91,5 MM.DH. Ces deux postes ont permis de couvrir 80,2% du déficit commercial contre 78,1% un an auparavant.

S'agissant des flux des Investissement Directs Etrangers au Maroc, ils se sont accrus de +5,5 MM.DH ou +50,7% pour s'élever à 16,3 MM.DH. Cette évolution est le résultat d'une hausse des recettes de +15,1% contre une baisse de -12,4% des dépenses. Pour leur part, les flux des Investissements Directs Marocaines à l'étranger ont accusé un repli de -5,3 MM.DH ou -74,8%, résultat d'une diminution de -30,4% des dépenses et de -4,2% des recettes.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont consolidés de +8,6 MM.DH ou +2,4% à fin septembre 2024 pour atteindre 368 MM.DH contre +17,5 MM.DH ou +5,2% un an auparavant.

Avoirs Officiels de Réserve -En MM.DH

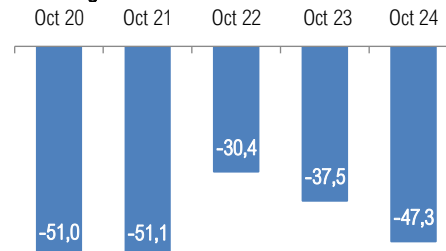


Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : HAUSSE DU DEFICIT BUDGETAIRE

La situation des charges et ressources du Trésor à fin octobre 2024 a fait ressortir une hausse du déficit budgétaire à 47,3 MM.DH contre 37,5 MM.DH un an auparavant. Cette évolution a été marquée par une bonne performance des recettes (+36,7 MM.DH), notamment fiscales, qui a été atténuée toutefois par l'augmentation des dépenses globales (+46,6 MM.DH), en relation notamment avec l'appui apporté aux populations ciblées dans le cadre du programme de la protection sociale et du fonds de gestion des effets du séisme d'Al-Haouz.

Déficit budgétaire – En MM.DH

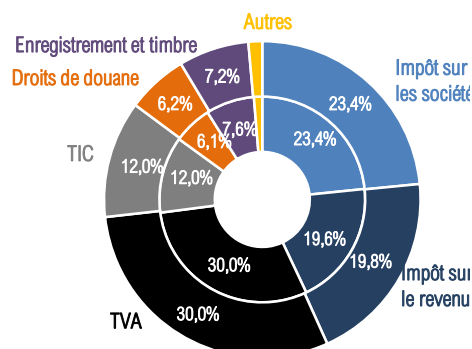


Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Poursuite de l'amélioration des recettes fiscales

A fin octobre 2024, les recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, ont enregistré une hausse de +36,7 MM.DH ou +14,4%, pour s'élever à +290,7 MM.DH. Dans cette évolution, les recettes fiscales ont affiché une progression soutenue de +27,1 MM.DH ou +12,5%, sous l'effet du comportement favorable à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes tirées des impôts directs ont enregistré une hausse de près de +13 MM.DH ou +13,5% pour atteindre 109 MM.DH, grâce notamment aux recettes générées par l'IS (+6,5 MM.DH), due principalement à l'amélioration des recettes au titre des trois premiers acomptes (+3 MM.DH) et du complément de régularisation (+2,3 MM.DH), ainsi que de l'IS retenu à la source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les rémunérations allouées à des tiers (+0,9 MM.DH). De même, les recettes au titre de l'IR ont enregistré une hausse de +5,9 MM.DH ou +13,8% à 48,3 MM.DH, reflétant essentiellement une amélioration des recettes



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

généérées par l'IR sur les salaires (+2 MM.DH) et sur les profits fonciers (+0,5 MM.DH), ainsi que l'IR retenu à la source sur les produits de placements à revenu fixe et sur les profits de cession de valeurs mobilières (+0,7 MM.DH).

Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects se sont améliorées de +11,1 MM.DH ou +12,2%. Dans cette évolution, les recettes au titre de la TVA ont progressé de +8,1 MM.DH ou +12,4%, tirées par le produit de la TVA à l'intérieur (+2,8 MM.DH ou +13,2%) et de la TVA à l'importation (+5,2 MM.DH ou +12,1%). De leur côté, les recettes des TIC ont progressé de +3,1 MM.DH ou +11,8%, attribuable principalement à l'amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+1,7 MM.DH ou +12,6%) et sur les tabacs (+0,8 MM.DH ou +7,3%). S'agissant des recettes tirées des droits de douane, elles ont augmenté de +2 MM.DH ou +15,1%. De même, les droits d'enregistrement et de timbre ont progressé de +1 MM.DH ou +6%, reflétant la hausse des droits d'enregistrement (+700 M.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+147 M.DH) et des droits de timbre (+127 M.DH).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont augmenté de +9 MM.DH à 43,1 MM.DH contre 34 MM.DH à fin octobre 2023. Ces recettes comprennent 17,4 MM.DH au titre des mécanismes de financements innovants, 13,6 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics (dont 5,8 MM.DH versés par l'OCP, 3,3 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, 2,8 MM.DH par Bank Al-Maghrib, 2 MM.DH, 690 M.DH par Ittissalat Al-Maghrib) et 1,7 MM.DH au titre des produits de cession de participations de l'Etat.

Baisse de la charge de compensation

Les dépenses ordinaires se sont établies à 257 MM.DH à fin octobre 2024, en hausse de +14,8 MM.DH ou +6,1%, attribuable aux augmentations des dépenses au titre des biens et services de +16,6 MM.DH et, dans une moindre mesure, des intérêts de la dette de +1,4 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, marqué une baisse de -3,2 MM.DH.

En effet, la hausse des dépenses des biens et services, qui se sont situées à 204,5 MM.DH, provient de l'augmentation des charges du personnel de +9,5 MM.DH ou +7,6% et des dépenses au titre des autres biens et services de +7,1 MM.DH ou +11,4%. De leur côté, les intérêts de la dette ont affiché une hausse de +1,4 MM.DH ou +4,8%, recouvrant une augmentation des intérêts de la dette extérieure (+2,2 MM.DH) compensée par une baisse de ceux de la dette intérieure (-764 M.DH).

Par ailleurs, les charges de la compensation ont été estimées à 21,4 MM.DH, en baisse de -3,2 MM.DH par rapport à fin octobre 2023, provenant du gaz butane (12,4 MM.DH, en baisse de 1,6 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre (1,9 MM.DH, en repli de 1,6 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,3 MM.DH pour ressortir à 5,3 MM.DH. Les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,7 MM.DH, contre 2 MM.DH à la même période de l'année précédente. À noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été initiée à partir du 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour celle de 12 kg.

Augmentation des dépenses d'investissement

Les émissions au titre des dépenses d'investissement ont atteint 79,4 MM.DH à fin octobre 2024, en hausse de +7,2 MM.DH ou +9,9% par rapport au niveau enregistré une année auparavant.

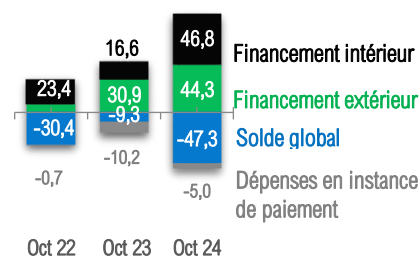
Baisse de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde négatif de -1,8 MM.DH contre +22,8 MM.DH à fin octobre 2023.

Hausse du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor a dégagé un besoin de financement de 52,3 MM.DH contre 47,7 MM.DH un an auparavant. Les financements nets se sont élevés à 53,7 MM.DH sur le marché domestique et à 5,5 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Sources de financement du Trésor –En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

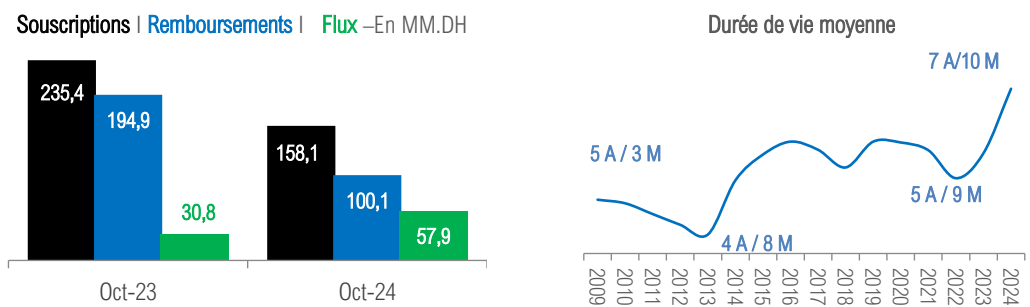
DETTE : BAISSE DES SOUSCRIPTIONS SUR LE MAVT

Au terme des dix premiers mois de l'année 2024, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 158,1 MM.DH, en baisse de -77,3 MM.DH ou -33% par rapport à fin octobre 2023. Cette diminution recouvre, d'une part, un recul du volume souscrit au titre des maturités courtes de -102,4 MM.DH ou -69,5% pour se limiter à 45 MM.DH et, d'autre part, des progressions des souscriptions au titre des maturités à moyen terme de +9,1 MM.DH ou de +58% à 25 MM.DH et des maturités à long terme de +16 MM.DH ou +22,2% pour atteindre 88,4 MM.DH.

Compte tenu de la baisse de -95 MM.DH ou -48,6% des remboursements qui sont revenus à 100,1 MM.DH et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 813,1 MM.DH à fin octobre 2024, en hausse de +50 MM.DH ou +6,6% par rapport à fin décembre 2023 contre +45,1 MM.DH ou +5,7% un an auparavant.

Hausse de la durée de vie de la dette intérieure du Trésor

Au terme des dix premiers mois de l'année 2024, la durée de vie moyenne de la dette intérieure s'est inscrite en hausse pour ressortir à 7 ans et 10 mois, soit une progression de 19 mois par rapport au niveau enregistré une année auparavant.



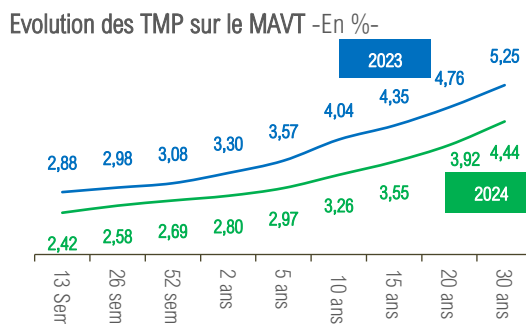
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Baisse des taux en lien avec l'orientation accommodante de la politique monétaire

La tendance haussière des taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT), observée tout au long de l'année 2023, s'est inversée au cours des neuf premiers mois de l'année 2024. En effet, par rapport aux derniers taux adjudugés en 2023, les taux appliqués sur les maturités courtes se sont repliés de -41,2 pbs pour les BdT à 13 semaines, de -34 pbs pour les BdT à 26 semaines et de -38,2 pbs pour les BdT à 52 semaines. Pour les maturités à moyen et long termes, les diminutions enregistrées ont atteint -51,5 pbs pour les BdT à 2 ans, -59,1 pbs pour les BdT à 5 ans, -68,7 pbs pour les BdT à 10 ans, -75,4 pbs pour les BdT à 15 ans, -76,9 pbs pour les BdT à 20 ans et -80,1 pbs pour les BdT à 30 ans.

Poursuite de la gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 40,4 MM.DH à fin octobre 2024 contre 53,2 MM.DH à fin octobre 2023.



Echanges de BdT–En M.DH–

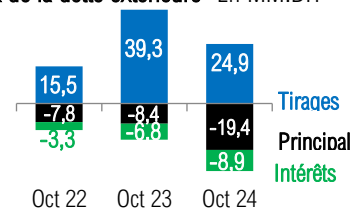
Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 semaines	5 659,0	-
2 ans	6 832,6	-
5 ans	17 255,6	6 469,9
10 ans	8 882,1	8 972,6
15 ans	-	3 844,8
20 ans	1 743,4	3 011,3
30 ans	0,0	16 878,7
Total	40 372,7	39 177,3

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Baisse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de +5,5 MM.DH à fin octobre 2024 contre +30,9 MM.DH durant la même période un an auparavant qui comprenait un montant de 25 MM.DH au titre de l'emprunt sur le marché financier international. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 24,9 MM.DH contre 39,3 MMDH, soit une baisse de -14,4 MM.DH ou -36,6%.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances extérieures

En revanche, les remboursements ont affiché une augmentation de +13,1 MM.DH ou +86,2%, pour ressortir à 28,3 MM.DH à fin octobre 2024. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 258,4 MM.DH, en hausse de +4,8 MM.DH ou +1,9% par rapport à fin décembre 2023 contre +23,9 MM.DH ou +10,4% un an auparavant.

Globalement, la dette du Trésor a atteint 1 071,5 MM.DH à fin octobre 2024, en hausse de +55 MM.DH ou +5,4% par rapport à fin 2023 contre +69 MM.DH ou +7,2% enregistrée au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 75,9% alors que la dette extérieure représente 24,1% de l'encours global de la dette.

MONNAIE & CREDIT : Progression de la masse monétaire

Durant les neuf premiers mois de l'année 2024, l'agrégat M3 a marqué une sensible progression de +100,3 MM.DH ou +5,7% contre +50,4 MM.DH ou +3% à la même période un an auparavant pour s'établir à 1 851 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ **Circulation fiduciaire (CF)** : Hausse de +32,4 MM.DH ou +8,2% contre +32 MM.DH ou +9% un an auparavant ;
- ▲ **Monnaie scripturale** : Accélération du rythme de sa progression à +49,5 MM.DH ou +5,6% contre +20,8 MM.DH ou +2,5% un an auparavant, tirée essentiellement par les dépôts à vue auprès des banques (+48,6 MM.DH ou +6,0% contre +20,7 MM.DH ou +2,7%) ;
- ▲ **Comptes d'épargne auprès des banques** : Accélération à +5,4 MM.DH ou +3,0% contre +2,2 MM.DH ou +1,3% ;
- ▲ **Autres actifs monétaires** : Hausse de +12,9 MM.DH ou +4,6% contre -4,7 MM.DH ou -1,5%, en lien avec la reprise aussi bien des comptes à terme et bons de caisse auprès des banques (+2,6 MM.DH ou +2,2% contre -13,3 MM.DH ou -10,3%) que des dépôts en devises (+4,7 MM.DH ou +11,4% contre -4,7 MM.DH ou -9,9%). Pour sa part, le rythme de progression des titres OPCVM monétaires a marqué une décélération à +6,3 MM.DH ou +8,3% contre +16,3 MM.DH ou +19,7%.

La création monétaire constatée au cours des neuf premiers mois de l'année 2024 reflète les évolutions ci-dessous :

- ▲ **Créances sur l'économie** : Hausse de +47,3 MM.DH ou +3,6% contre +35,2 MM.DH ou +2,8% ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale** : Rebond de +33,5 MM.DH ou +10,6% contre -9,3 MM.DH ou -2,8% compte tenu de la hausse des créances nettes des AID sur l'AC (+35,9 MM.DH ou +11,7% contre -13,4 MM.DH ou -4,3%). En effet, le portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires a marqué une accélération de son accroissement à +29,5 MM.DH ou +11,2% contre +4,6 MM.DH ou +1,8% un an auparavant. De leur côté, les créances nettes de BAM sur l'Etat ont accusé une contraction de -2,4 MM.DH ou -23,7% contre +4,1 MM.DH ou +22,1%, en lien avec l'arrivée à échéance des opérations d'achat de Bons du Trésor par BAM sur le marché secondaire ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents** : +47,7 MM.DH ou +13,6% contre +30,7 MM.DH ou +9,7%. Pour leur part, les AOR ont marqué une croissance de +8,6 MM.DH ou +2,4% contre +17,5 MM.DH ou +5,2%

Ralentissement du crédit bancaire au secteur non financier

La progression des créances sur l'économie constatée durant les neuf premiers mois de l'année recouvre une atténuation du rythme de progression du crédit bancaire (+22,2 MM.DH ou +2,0% contre +25,3 MM.DH ou +2,4% un an auparavant) et, de l'autre, une accélération des titres, particulièrement, ceux détenus par les banques à +19,8 MM.DH ou +15,7% contre +1,4 MM.DH ou +1,2%. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont augmenté de +1,9 MM.DH ou +1,1%

contre +10,5 MM.DH ou +7,1%, l'additionnel du crédit bancaire ressort à +20,3 MM.DH ou +2,1% contre +14,7 MM.DH ou +1,6% un an auparavant.

Par secteur institutionnel :

- ▲ **Secteur privé** : +13,3 MM.DH ou +1,6% contre +469 M.DH ou +0,1%, attribuée à une accélération des crédits à l'équipement accordés aux ISBLSM (+7,5 MM.DH ou +382,2% contre +66 M.DH ou +3,8%) alors que les crédits aux sociétés non financières (SNF) privées ont marqué une reprise de +2,2 MM.DH ou +0,5% contre -5,8 MM.DH ou -1,3%. Pour leur part, les concours alloués aux ménages ont ralenti à +3,5 MM.DH ou +0,9% contre +6,2 MM.DH ou +1,6% ;
- ▲ **SNF publiques** : +564 M.DH ou +0,7% contre +6,6 MM.DH ou +11,0% ;
- ▲ **Autres sociétés financières** : +9,4 MM.DH ou +5,2% contre +17,7 MM.DH ou +11,8%.

Par objet économique :

- ▲ **Facilités de trésorerie** : +3,6 MM.DH ou +1,4% contre -14,6 MM.DH ou -5,6%, traduisant une reprise des concours consentis aux SNF privées (+1,7 MM.DH ou +0,9% contre -20,8 MM.DH ou -9,9%) et une accélération des crédits aux SNF publiques (+5 M.DH ou +15,7% contre +2,6 M.DH ou +12,4%), tandis que les concours aux ménages se sont contractés de -4,4 MM.DH ou -16,5% contre +647 M.DH ou +2,5% ;
- ▲ **Crédits à l'équipement** : +14,9 MM.DH ou +7,2% contre +10,9 MM.DH ou +6,0%, recouvrant une hausse des crédits octroyés aux SNF privées (+6,3 MM.DH ou +5,4% contre +3,2 MM.DH ou +2,9%) et une baisse de ceux accordés aux SNF publiques (-3,2 MM.DH ou -8,6% contre +1,6 MM.DH ou +4,7%) ;
- ▲ **Crédits immobiliers** : +4,6 MM.DH ou +1,5% contre +1,7 MM.DH ou +0,6% un an auparavant, recouvrant notamment (i) une reprise des concours destinés à la promotion immobilière de +2,9 MM.DH ou +5,6% contre -2,7 MM.DH ou -4,9% et (ii) un ralentissement de ceux alloués à l'habitat à +2,0 MM.DH ou +0,8% contre +3 MM.DH ou +1,3% (dont +2,1 MM.DH ou +9,9% au titre du financement participatif contre +1,9 MM.DH ou +10,3%) ;
- ▲ **Crédits à la consommation** : +720 M.DH ou +1,2% contre +361 M.DH ou +0,6% ;
- ▲ **Créances en souffrance (CES)** : +4,0 MM.DH ou +4,3% contre +6,03 MM.DH ou +6,8% un an auparavant, pour se chiffrer à 98,1 MM.DH. Cette évolution recouvre une nette décélération des CES des SNF privées (+717 M.DH ou +1,3% contre +3,8 MM.DH ou +7,3%) et une accélération de celles des ménages (+3,3 MM.DH ou +8,6% contre +2,1 MM.DH ou +5,9%). En conséquence, le taux de sinistralité s'est aggravé à 8,6% en septembre contre 8,4% en décembre 2023.

Quasi-stabilité du besoin de trésoreries bancaires

Le déficit de liquidité s'est quasi-stabilisé en septembre par rapport au mois précédent pour s'établir à 135,5 MM.DH en moyenne, en lien notamment avec un léger reflux de la circulation fiduciaire (-1 MM.DH ou -0,2%).

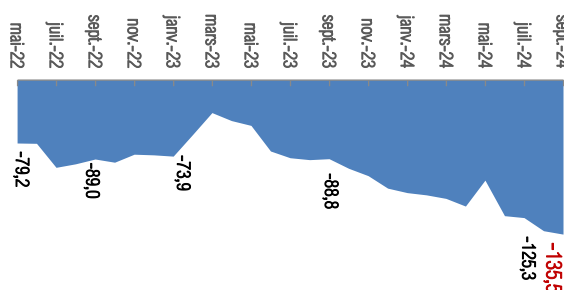
Dans ces conditions, BAM a porté le volume de ses interventions sur le marché monétaire à 149,3 MM.DH contre 144,8 MM.DH un mois auparavant. Ce montant, qui a largement couvert les besoins de trésorerie bancaires, a été servi à hauteur de :

- 43,4% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 64,8 MM.DH en moyenne du mois de septembre contre 61,1 MM.DH le mois précédent ;
- 23,8% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 35,5 MM.DH en moyenne contre 34,4 MM.DH ;
- 32,8% par les opérations de pension livrée : 49 MM.DH contre 49,3 MM.DH.

Evolution contrastée des taux d'intérêts

- ▶ **TMP interbancaire au jour le jour** : Parfait alignement du TMP interbancaire sur le taux directeur.
- ▶ **Taux créditeurs** :
 - Hausse des TMP des dépôts à 6 mois en septembre de +32 pbs par rapport à décembre 2023 pour atteindre 2,92% ;
 - Baisse des TMP des dépôts à 12 mois de -53 pbs pour revenir à 2,52%.

Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-



Source : Bank Al-Maghreb

- ▲ **Taux débiteurs** : Baisse du taux moyen global de -22 pbs au T3-24 par rapport au trimestre précédent pour revenir 5,21% contre une légère hausse de +3 pbs au T2-24, traduisant la transmission de l'orientation accommodante de la politique monétaire lors de la réunion du conseil de BAM de juin 2024 (-25 pbs à 2,75%). A titre de comparaison avec la première réduction (-25 pbs à 2%) du taux directeur intervenue en mars 2020 en lien avec la crise sanitaire, le taux débiteur global avait marqué une détente de -34 pbs au T2-20 par rapport au trimestre précédent pour revenir à 4,55%. En effet, avec une marge de manœuvre moins importante au niveau du taux directeur (2,25% contre 3%), l'ajustement du taux débiteur a été beaucoup plus élevé.

L'évolution des taux débiteurs au T3-24 reflète les éléments suivants :

- **Par objet économique**, les taux assortissant les crédits de trésorerie et immobiliers ont accusé des baisses respectives de -31 pbs à 5,08% et de -6 pbs à 5,24%, alors que ceux appliqués à l'équipement et à la consommation ont augmenté de +24 pbs à 5,26% et de +3 pbs à 7,06%, respectivement ;
- **Par secteur institutionnel**, le taux appliqué aux crédits alloués aux SNF privées a baissé de -12 pbs pour revenir à 5,33%, reflétant un repli de -20 pbs à 5,14% pour les Grandes entreprises (GE) et une hausse de +6 pbs à 5,74% pour les TPME. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a augmenté de +2 pbs à 5,91% d'un trimestre à l'autre.

BOURSE : Baisse des indices boursiers marocains

Sur la place des valeurs de Casablanca, les indices boursiers MASI et MASI20 ont accusé des replis mensuels de -1,4% et -1,6% en octobre, ramenant ainsi leurs évolutions depuis le début de l'année à +17,2% et +15,5%.

Au niveau du volume global des transactions, il s'est raffermi de +25,6 MM.DH ou +69,5% durant les dix premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente, pour s'établir à 62,6 MM.DH. Cette évolution s'explique par la hausse des transactions effectuées aussi bien sur le marché de bloc (+6,4 MM.DH) que sur le marché central (+21,4 MM.DH).

De son côté, la capitalisation boursière a progressé de +113 MM.DH ou +18% par rapport à fin 2023, pour atteindre 729 MM.DH en octobre 2024. Par secteur d'activité, cette augmentation a particulièrement concerné l'industrie (+24,9%), les assurances (+13,9%) et les banques (+12,5%).

PRIX : Baisse persistante de l'inflation

Le taux de l'inflation a affiché une décélération à 0,7% en GA en octobre 2024 après 4,3% en octobre 2023. Cette évolution recouvre un ralentissement à la fois des prix des produits alimentaires (+0,5% contre +8,8% un an auparavant) et de ceux des produits non alimentaires (+0,7% contre +1,3%).

Ainsi, et en moyenne des dix premiers mois de l'année 2024, le taux d'inflation a été contenu à 1,1% après 6,6% au cours de la même période de l'année 2023. Cette évolution provient de la forte décélération des prix des produits alimentaires (+0,7% au lieu de +13,8%) et, dans une moindre mesure, de ceux des produits non alimentaires (+1,3% après +1,9%).

L'augmentation des prix alimentaires provient à hauteur de :

- 244,7% de la progression de +8,8% des prix de la branche «Viande», qui représente 19,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les viandes fraîches » (+10% avec une contribution de 153,7%) et, dans une moindre mesure, « les volailles et lapins » (+7,1% avec une contribution de 69,4%) ;
- 27% de l'augmentation de +1,6% des prix de la branche «Huiles et graisses», qui représente 10,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les huiles » (+1,9% avec une contribution de 27,9%) ;
- 54,8% de la hausse de +9,4% des prix de la branche « poisson et fruits de mer », qui représente 4,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les poissons frais » (+9,8% avec une contribution de 53,9%).

Toutefois, ces hausses ont été compensées par les baisses principalement de :

- -9,7% des prix des « légumes », qui représentent 12,3% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -169,7% ;

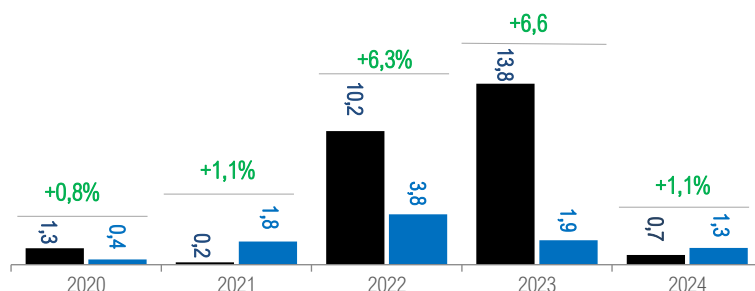
- -3,1% des prix des « fruits », qui représentent 7,9% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -182,3% ;
- -1% des prix du « pain et céréales », qui représente 18,1% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -22,2%.

S'agissant des prix non alimentaires, leur hausse provient à hauteur de :

- 43,4% de l'augmentation de +2,4% des prix de la branche « Logement, eau, gaz, électricité », qui représente 23,9% de l'indice des prix des produits non alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « l'électricité et le gaz » (+4,7% avec une contribution de 32,4%) et « l'entretien et la réparation de logement » (+5,4% avec une contribution de 2,1%) ;
- 8% de l'augmentation de +0,6% des prix de la branche « Transports », qui représente 16,5% de l'indice des prix des produits non alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette) est « l'achat de véhicules » (+2,5% avec une contribution de 8,1%) ;
- 16,5% de l'augmentation de +2,1% des prix de la branche « Enseignement », qui représente 9,2% de l'indice des prix des produits non alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « l'enseignement préélémentaire et primaire » (+2,4% avec une contribution de 7,7%) ;
- 6,6% de l'augmentation de +3,4% des prix de la branche « restaurants et hôtels », qui représente 2,4% de l'indice des prix des produits non alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les services de restauration » (+4% avec une contribution de 6,6%).

Toutefois, l'inflation sous-jacente, qui traduit la tendance de long terme de l'évolution des prix, a enregistré une hausse de +2,4% au cours du mois d'octobre 2024 contre +4,3% en octobre 2023.

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire- Moyenne 10 mois en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

Augmentation des transactions des actifs immobiliers

Au T2-24, les prix des actifs immobiliers ont accusé un repli de -0,4% par rapport au T2-23. Cette évolution recouvre, d'une part, des baisses de -0,6% des prix des actifs résidentiels et des prix des terrains et, d'autre part, une hausse de +0,4% des prix des biens à usage professionnel.

De son côté, le volume de transactions a enregistré une augmentation de +12,1% au T2-24 par rapport au T2-23. Cette hausse a été relevée au niveau des ventes des terrains (+25,6%) et des actifs résidentiels (+11,1%). Toutefois, les ventes des biens à usage professionnel ont affiché une diminution de -2,3%.

ACTIVITE ET EMPLOI : Poursuite de la hausse du taux de chômage

Entre le T3-23 et le T3-24, le taux d'activité a enregistré une progression de +0,4 point au niveau national pour se situer à 43,6%, suite à une hausse de ce taux en milieu urbain de +0,6 point à 42,5% alors qu'il a reculé de -0,1 point à 45,7% en milieu rural. Le taux d'activité a augmenté de +0,8 point pour les femmes à 19,2% contre une baisse de -0,1 point pour les hommes à 68,6%.

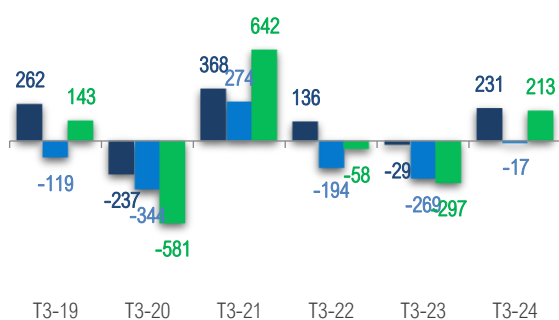
Pour ce qui est du taux d'emploi, il s'est amélioré de +0,2 point au niveau national pour atteindre 37,6%, recouvrant une progression de +0,5 point en milieu urbain à 35,3% et une baisse de -0,3 point en milieu rural à 42,3%. Le volume d'emploi a, ainsi, augmenté de 213 mille emplois entre T3-23 et T3-24, suite à la création de 231 mille postes en zones urbaines et la perte de 17 mille en zones rurales.

Par type d'emploi, 262 mille emplois rémunérés ont été créés au niveau national, en liaison avec la création de 218 mille emplois dans les villes et 45 mille dans les campagnes. Dans ce type d'emploi, les créations d'emploi ont atteint 47 mille pour les emplois salariés et 152 mille pour l'auto-emploi. L'emploi non rémunéré a, de son côté, reculé de 49 mille postes, recouvrant une baisse de 62 mille en milieu rural et une augmentation de 13 mille en milieu urbain.

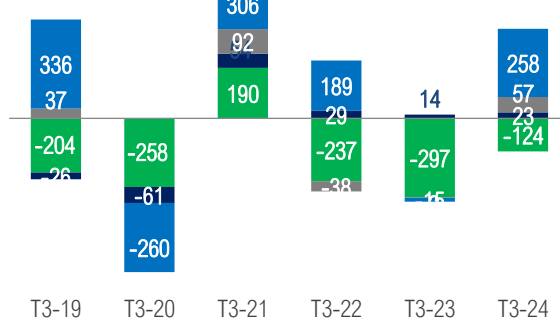
Au niveau sectoriel et à l'exception du secteur de « l'agriculture, forêt et pêche », qui a connu une perte de 124 postes d'emploi (-5%), tous les autres secteurs ont enregistré des créations d'emplois.

En effet, le volume d'emploi s'est renforcé de +5% pour le secteur des « services » avec la création de 258 mille postes d'emploi, de +5% pour les « BTP » avec la création de 57 mille postes et de +2% pour « l'industrie y compris l'artisanat » avec 23 mille nouveaux postes.

Création nette d'emplois - En milliers -
Selon le milieu de résidence **Urbain** | **Rural** | **Total**



Par secteur d'activité économique
Agriculture | **Industrie** | **BTP** | **Services**

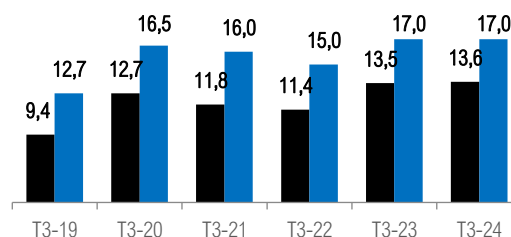


Source : Haut-commissariat au Plan

S'agissant de la population active en chômage, le nombre de chômeurs s'est accru de 58 mille personnes ou +4% entre T3-23 et T3-24 pour atteindre 1.683 mille. Ainsi, le taux de chômage a légèrement augmenté de +0,1 point pour se situer à 13,6% au niveau national.

Selon le milieu de résidence, ce taux est resté stable à 17% en milieu urbain, recouvrant une hausse du chômage parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+0,6 point à 50,3%), ceux âgés entre 25 et 34 ans (+0,3 point à 25,9%) et les diplômés (+0,2 point à 21,3%) et une baisse chez les personnes âgées entre 35 et 44 ans (-1 point à 9,3%) et les sans diplôme (-1 point à 7,2%).

Taux de chômage : **National** | **Urbain** - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

En milieu rural, le taux de chômage a enregistré une hausse de +0,4 point à 7,4%, sous l'effet d'une augmentation du chômage parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+1,4 point à 24,7%) alors qu'il a reculé pour les diplômés (-0,9 point à 14%).

En ce qui concerne la population active occupée en situation de sous-emploi, elle s'est accrue de 60 mille personnes pour se situer à 1.066 mille. Le taux de sous-emploi a ainsi augmenté de +0,4 point à 10% au niveau national, recouvrant une hausse de 0,7 point dans les zones urbaines à 8,8% et une stagnation à 12% dans les zones rurales.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Sep 22	Sep 23	Sep 24	Sep 23/22		Sep 24/23	
PECHE							
Produits de la pêche côtière (Tonnes) (octobre)	414.045	1.108.330	1.102.647	694.285	167,7%	-5.683	-0,5%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	3.642.740	8.684.885	9.231.736	5.042.145	138,4%	546.851	6,3%
MINES (en 1000 tonnes) (Août)							
Phosphates	21.183	14.553	19.312	-6.630	-31,3%	4.759	32,7%
Dérivés de Phosphate	11.702	10.356	13.287	-1.346	-11,5%	2.931	28,3%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	24 981	25 933	25 863	952	3,8%	-90	1,1%
Energie totale appelée	32 152,6	33 199,2	34 398,1	991	3,5%	963,5	3,2%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	71,3%	73,7%	77,6%	2,4	pts	3,9	pt
B.T.P (Octobre)							
Ventes de ciment (1000 T)	10 432,4	10 274,3	11 121,1	-158,1	-1,5%	846,8	8,2%
TOURISME							
Total des arrivées (en millier)	7.700	11.122	13.113	3.422	+44,4%	1.991	17,9%
Nuitées touristiques (en millier) (Août)	11.288	17.420	18.707	6.131	+54,3%	1.287	7,4%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Sep 23/ Déc 22		Sep 24/ Déc 23	
Monnaie fiduciaire	342.885	386.743	425.892	32.010	9,0%	32.440	8,2%
Monnaie scripturale	794.966	862.432	941.957	20.825	2,5%	49.534	5,6%
Placements à vue	178.002	181.525	187.943	2.248	3,5%	5.399	3,0%
Autres actifs monétaires	298.677	304.750	295.299	-4.697	-1,5%	12.930	4,6%
Masse monétaire M3	1.614.530	1.735.451	1.851.092	50.387	3,0%	100.304	5,7%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	310.575	348.302	399.278	30.703	9,7%	47.693	13,6%
Créances sur l'économie	1.238.968	1.294.759	1.372.545	35.253	2,8%	47.277	3,6%
dont Crédits bancaires à l'économie	1.036.463	1.084.252	1.137.123	25.218	2,4%	22.209	2,0%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)	Oct 22	Oct 23	Oct 24	Oct 23/22		Oct 24/23	
Recettes ordinaires	248 979	254 054	261 411	5 075	2,0%	7 357	2,9%
Recettes fiscales	209 393	216 667	243 752	7 274	3,5%	27 085	12,5%
Impôt sur les sociétés	50 229	50 644	57 136	415	0,8%	6 492	12,8%
Impôt sur le revenu	39 964	42 460	48 322	2 496	6,2%	5 862	13,8%
Taxe sur la valeur ajoutée	64 163	64 945	73 019	782	1,2%	8 074	12,4%
Taxes intérieures à la consommation	25 989	26 084	29 149	95	0,4%	3 065	11,8%
Droits de douane	11 698	13 181	15 167	1 483	12,7%	1 986	15,1%
Enregistrement et timbre	15 206	16 526	17 522	1 320	8,7%	996	6,0%
Dépenses ordinaires	238 551	242 084	256 850	3 533	1,5%	14 766	6,1%
Personnel	122 179	125 704	135 226	3 525	2,9%	9 522	7,6%
Autres biens et services	54 623	62 146	69 244	7 523	13,8%	7 099	11,4%
Intérêts de la dette	26 423	29 567	30 973	3 144	11,9%	1 406	4,8%
Compensation	35 326	24 667	21 406	-10 659	-30,2%	-3 261	-13,2%
Solde ordinaire	10 428	11 970	4 562	1 542	14,8%	-7 409	-61,9%
Dépenses de capital	57 901	72 235	79 399	14 334	24,8%	7 165	9,9%
Solde global	-30 446	-37 466	-47 334	-7 020	23,1%	-9 869	26,3%
DETTE DU TRESOR (MM.DH)	Oct 23	Déc 23	Oct 24	Oct 23/ Déc 22		Oct 24/ Déc 23	
Dettes totale du Trésor	1 021	1 016,7	1 071,5	65	7,0%	55	5,4%
Dettes extérieure	253	253,6	258,4	24,3	10,6%	4,8	1,2%
Dettes intérieure	768	763,0	813,1	41	5,6%	50	6,5%
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	Sep 22	Sep 23	Sep 24	Sep 23/22		Sep 24/23	
Importations	552.829	528.916	554.148	-23.914	-4,3%	25.232	4,8%
Facture énergétique	115.093	91.081	85.701	-24.012	-20,9%	-5.380	-5,9%
Facture alimentaire	67.102	66.987	67.718	-115	-0,2%	731	1,1%
Hors énergie et alimentaire	370.634	370.848	400.729	214	0,1%	29.881	8,1%
Exportations	320.421	314.732	331.514	-5.689	-1,8%	16.782	5,3%
Phosphates et dérivés	91.495	54.570	60.721	-36.925	-40,4%	6.151	11,3%
Hors Phosphates et dérivés	228.926	260.162	270.793	31.236	13,6%	10.630	4,1%
Automobiles	77.677	107.869	115.358	30.192	38,9%	7.489	6,9%
Textile et cuir	33.344	35.635	35.264	2.291	6,9%	-371	-1,0%
Électronique et électricité	13.214	13.360	13.673	146	1,1%	313	2,3%
Aéronautique	16.233	16.353	19.651	120	0,7%	3.298	20,2%
Déficit commercial	-232.409	-214.184	-222.634	18.225	-7,8%	-8.450	3,9%
Taux de couverture	58,0	59,5	59,8	1,5		0,3	
Recettes Voyages	64.148	80.358	87.083	16.210	25,3%	6.725	8,4%
Recettes M.R.E	82.428	86.994	91.528	4.566	5,5%	4.534	5,2%
Recettes IDE	30.272	24.944	28.700	-5.328	-17,6%	3.756	15,1%

An 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE		T2-22	T2-23	T2-24
Création d'emploi		-58.000	-297.000	213.000
Taux de chômage		11,4	13,5	13,6
Milieu urbain		15,0	17,0	17,0
Chômage des jeunes (25-34 ans)		23,6	25,6	25,9
Chômage des diplômés		19,3	21,1	21,3
PRIX		Oct 22	Oct 23	Oct 24
Inflation	moyenne Jan ...	6,3%	6,6%	1,1%
dont Produits alimentaires		10,2%	13,8%	0,7%
Produits non alimentaires		3,8%	1,9%	1,3%

An 3 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM -

PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %								
Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*
Etats-Unis	2,2	2,9	2,2	-3,4	5,9	1,9	2,9	2,8
Japon	1,7	0,6	0,0	-4,5	2,2	1,0	1,7	0,3
Zone Euro	2,4	1,9	1,3	-6,3	5,9	3,4	0,4	0,8
France	2,4	1,8	1,8	-7,9	6,4	2,6	1,1	1,1
Allemagne	2,7	1,0	0,6	-4,6	2,6	1,8	-0,3	0,0
Italie	1,7	0,9	0,3	-9,0	7,0	4,0	0,7	0,7
Espagne	3,0	2,3	2,0	-10,8	5,5	5,8	2,7	2,9
Pays en développement	4,8	4,7	3,7	-2,0	6,8	4,1	4,4	4,2
Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T4-23	T1-24	T2-24	T3-24	T4-23	T1-24	T2-24	T3-24
Etats-Unis	3,4	1,4	3,0	2,8	-	-	0,0	0,0
Zone Euro	0,1	0,3	0,2	0,4	0,1	0,5	0,6	0,9
France	0,5	0,2	0,2	0,4	1,3	1,5	1,0	1,3
Allemagne	-0,4	0,2	-0,3	0,2	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2
Italie	0,0	0,3	0,2	0,0	0,3	0,3	0,6	0,4
Espagne	0,7	0,9	0,8	0,8	2,3	2,6	3,2	3,4
Pays	TAUX D'INFLATION -en %, Glissement annuel-				TAUX DE CHOMAGE -en %			
	Dec 22	Déc 23	Sep 24	Oct 24	Déc 22	Déc 23	Sep 24	Oct 24
Etats-Unis	6,1	3,4	2,4	2,6	3,5	3,7	4,1	4,1
Zone Euro	9,2	2,9	1,7	2,0	6,7	6,5	6,3	6,3
France	6,7	4,1	1,4	1,5	7,2	7,5	7,5	7,6
Allemagne	9,6	3,8	1,8	2,4	3,0	3,1	3,5	3,5
Espagne	5,5	3,3	1,7	1,8	13,0	11,9	11,3	11,2
MATIERES PREMIERES	Déc 22	Déc 23	Sep 24	Oct 24	Sep 24/Août 24		Sep 24/Déc 23	
Pétrole (/bl)	81	77	74	76	1,8%		-2,2%	
Gasoil NWE (\$/t)	917	791	665	672	1,1%		-15,0%	
Butane (\$/t)	575	591	-	-	-		-	
Blé tendre Fr (\$/t)	333	247	245	249	1,6%		0,9%	
Blé tendre US (\$/t)	386	291	270	273	1,2%		-6,3%	
Sucre brut Ny (\$/t)	472	527	492	526	6,9%		-0,2%	
Plomb (\$/t)	2216	2027	2000	2034	1,7%		0,3%	
INDICES BOURSIERS	Déc 22	Déc 23	Sep 24	Oct 24	Oct 24/ Sep 24		Oct 24/Déc 23	
NASDAQ	10839	14690	17599	18316	4,1%		24,7%	
S&P 498	3912	4685	5621	5792	3,0%		23,6%	
CAC38	6600	7514	7523	7529	0,1%		0,2%	
MSCI Emerging Market	964	990	1101	1151	4,6%		16,3%	
TAUX DE CHANGE	Déc21	Déc 22	Sep 24	Oct 24	Oct 24/ Sep 24		Oct 24/Déc 23	
Euro/Dollar	1,130	1,058	1,110	1,091	-1,8%		3,1%	
Euro/Dirham	10,460	11,132	10,797	10,735	-0,6%		-3,6%	
Dollar/Dirham	9,254	10,518	9,724	9,841	1,2%		-6,4%	

* Prévisions du FMI : Octobre 2024

An 4 : PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2022				2023				2024	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Agriculture	-10,5%	-11,8%	-11,4%	-11,4%	2,1%	1,5%	0,9%	1,0%	-5,0%	-4,5%
Pêche	-6,5%	-22,7%	-32,6%	-21,3%	-4,8%	-4,5%	71,6%	-19,2%	10,0%	-14,7%
Industrie d'extraction	-18,7%	-21,3%	-23,6%	-28,3%	-12,1%	-9,6%	-3,3%	16,1%	17,7%	23,6%
Industrie de transformation	-2,7%	2,2%	2,4%	0,5%	3,0%	-1,6%	1,8%	7,4%	2,1%	2,9%
Distribution d'électricité, de gaz- et d'eau	-1,2%	-2,8%	-4,7%	-8,9%	-3,0%	0,8%	1,5%	3,6%	3,0%	-6,3%
Construction	-1,0%	-1,2%	-5,2%	-7,3%	-3,0%	-2,4%	0,9%	2,9%	2,5%	3,6%
Commerce de gros et de détail	1,5%	0,5%	-2,0%	-2,3%	1,4%	0,9%	1,9%	1,8%	2,7%	1,9%
Transports et entreposage	2,5%	7,3%	2,3%	3,8%	8,7%	6,9%	3,1%	5,3%	3,4%	5,1%
Activités d'hébergement et de restauration	43,9%	72,6%	72,3%	78,4%	55,8%	32,8%	12,5%	8,2%	1,9%	9,3%
Information et communication	5,0%	5,1%	5,1%	0,0%	3,1%	4,2%	2,5%	4,3%	1,3%	0,5%
Activités financières et d'assurances	7,6%	9,8%	12,2%	11,2%	7,3%	3,1%	4,1%	5,5%	3,9%	0,9%
Activités immobilières	0,4%	0,0%	-0,4%	0,1%	2,7%	3,2%	3,0%	3,3%	2,1%	2,0%
Administration publique et défense	5,3%	6,1%	5,0%	3,5%	3,1%	3,3%	1,5%	1,0%	3,4%	3,6%
Education, santé humaine	6,9%	7,2%	6,0%	6,0%	4,2%	4,8%	3,2%	1,5%	2,9%	2,7%
impôts net subventions	-2,1%	3,6%	2,0%	1,3%	6,4%	4,6%	4,7%	6,0%	5,5%	5,5%
PIB en volume	0,7%	2,4%	2,1%	1,0%	3,9%	2,5%	3,0%	4,2%	2,5%	2,4%
PIB en valeur	2,2%	4,8%	5,8%	4,1%	11,6%	9,8%	10,2%	8,4%	3,8%	3,6%
PIB hors agriculture	2,1%	4,3%	3,7%	2,5%	4,1%	2,6%	3,2%	4,5%	3,5%	3,2%

An 5 : INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP -

	T3						24/23		
	2023			2024			Urbain	Rural	Ens.
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.			
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	7.773	4.305	12.078	8.045	4.304	12.349	272	-1	271
Taux de féminisation de la population active	23,2	18,8	21,6	24,3	18,5	22,3	1,1	-0,3	0,7
Taux d'activité	41,9	45,8	43,2	42,5	45,7	43,6	0,6	-0,1	0,4
Selon le sexe									
Hommes	66,5	73,0	68,7	66,4	72,8	68,6	-0,1	-0,2	-0,1
Femmes	18,8	17,6	18,4	20,1	17,3	19,2	1,3	-0,3	0,8
Selon l'âge									
11 -24 ans	20,4	23,8	21,8	21,7	23,9	22,6	1,3	0,1	0,8
21 -34 ans	61,3	57,7	60,2	62,2	58,8	61,1	0,9	1,1	0,9
31 -44 ans	56,1	61,0	57,6	56,9	60,1	57,9	0,8	-0,9	0,3
41 ans et plus	35,0	47,5	39,1	35,1	46,9	38,9	0,1	-0,6	-0,2
Selon le diplôme									
Sans diplôme	33,4	47,4	39,7	33,3	47,0	39,5	-0,1	-0,4	-0,2
Ayant un diplôme	47,5	43,0	46,5	48,4	43,3	47,2	0,9	0,3	0,7
Population active occupée	6.450	4.002	10.452	6.681	3.985	10.666	231	-17	214
Taux d'emploi	34,8	42,6	37,4	35,3	42,3	37,6	0,5	-0,3	0,2
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	98,0	77,7	90,2	97,8	79,1	90,8	-0,2	1,4	0,6
Salariés	73,8	54,1	67,3	71,9	55,6	66,6	-1,9	1,5	-0,7
Auto-employés	26,2	45,9	32,7	28,1	44,4	33,4	1,9	-1,5	0,7
Population active occupée sous employée	523	482	1.005	590	476	1.066	67	-6	61
Taux de sous-emploi	8,1	12,0	9,6	8,8	12,0	10,0	0,7	0,0	0,4
Population active en chômage	1.322	303	1.625	1.364	319	1.683	42	16	58
Taux de féminisation	35,0	17,6	31,7	37,5	19,0	34,0	2,5	1,4	2,3
Taux de chômage	17,0	7,0	13,5	17,0	7,4	13,6	0,0	0,4	0,1
Selon le sexe									
Hommes	14,4	7,1	11,7	14,0	7,4	11,6	-0,4	0,3	-0,1
Femmes	25,7	6,6	19,8	26,1	7,6	20,8	0,4	1,0	1,0
Selon l'âge									
15-24 ans	49,7	23,3	38,2	50,3	24,7	39,5	0,6	1,4	1,3
25-34 ans	25,6	10,2	20,9	25,9	9,0	20,9	0,3	-1,2	0,0
35-44 ans	10,3	3,6	8,1	9,3	4,2	7,7	-1,0	0,6	-0,4
45 ans et plus	5,0	1,8	3,7	5,1	2,6	4,1	0,1	0,8	0,4
Selon le diplôme									
Sans diplôme	8,2	3,1	5,5	7,2	4,0	5,5	-1,0	0,9	0,0
Ayant un diplôme	21,1	14,9	19,8	21,3	14,0	19,8	0,2	-0,9	0,0

An 6 : PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

<i>Poids en Tonnes / Valeur en KDH</i>	Oct 23		Oct 24		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	1.108.330	8.684.885	1.102.647	9.231.736	-0,5%	6,3%
Débarquements par port						
Méditerranée	14.950	536.153	12.778	585.605	-14,5%	9,2%
Atlantique	1.093.380	8.148.732	1.089.869	8.646.131	-0,3%	6,1%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	102.678	1.487.715	97.584	1.501.694	-5,0%	0,9%
Poissons pélagiques	905.765	2.984.075	921.182	3.185.917	1,7%	6,8%
Céphalopodes	50.453	3.695.074	56.784	4.128.281	12,5%	11,7%
Crustacés et coquillages	7.906	387.770	6.631	356.943	-16,1%	-7,9%
Algues	41.528	130.251	20.409	58.493	-50,9%	-55,1%

An 7 : PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

<i>Production marchande en 1000 Tonnes</i>	Août 22	Août 23	Août 24	Août 23/22		Août 24/23	
Phosphates bruts	21.183	14.553	19.312	-6.630	-31,3%	4.759	32,7%
Dérivés de phosphate	11.702	10.356	13.287	-1.346	-11,5%	2.931	28,3%

An 8 : CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

<i>En 1000 Tonnes</i>	Oct 22	Oct 23	Oct t 24	Oct 23/22		Oct 24/23	
Consommation nationale	10 432,4	10 274,3	11 121,1	-158,1	-1,5%	846,8	8,2%

An 9 : PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Sep 22	Sep 23	Sep 24	Sep 23/22		Sep 24/23	
Énergie appelée nette (en GWh)	32.153	33.199	34.398	1.047	3,3%	1.199	3,6%
Production nette totale ONEE	7.699	6.937	6.915	-761	-9,9%	-22	-0,3%
Hydraulique	558	380	483,6	-178	-31,9%	103	27,2%
Thermique	6508	5982	5767,1	-526	-8,1%	-214	-3,6%
Parc éolien	464	370	468	-94	-20,3%	98	26,5%
solaire (centrale d'Assa)	168	206	197	37	22,0%	-9	-4,2%
Pompage STEP	-371	-145	-337	226	-60,9%	-192	132,4%
Production concessionnelle	21.447	22.364	22.396	917	4,3%	31	0,1%
Apport des tiers	1.172	1.659	2.175	486	41,5%	516	31,1%
Auto producteurs	231,1	220,6	119,0	-10,4	-4,5%	-101,6	-46,1%
Echanges (Algérie-Espagne)	941,2	1.438,0	2.055,7	497	52,8%	618	43,0%
Energies renouvelables	2.235	2.413	3.278	179	8,0%	865	35,8%
Consommation des auxiliaires	-29,2	-29,4	-28,9	-0,2	0,6%	0,5	-1,7%
Ventes ONE (en GWh)	24.981	25.933	25.863	952,7	3,8%	-71	-0,3%
THU, HU et MT dont :	18.403	19.221	19.165	818	4,4%	-57	-0,3%
Régies	10.431	10.797	11.095	366	3,5%	297	2,8%
Autres abonnés	7.972	8.424	8.070	452	5,7%	-354	-4,2%
Basse tension	6.577	6.712	6.698	134	2,0%	-14	-0,2%

An 10 : INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2015	T2			2023/22	2024/23
	2022	2023	2024		
Industries extractives	118,0	96,0	123,8	-18,6%	29,0%
Extraction de minerais métalliques	87,9	89,2	89,7	1,5%	0,6%
Autres industries extractives	119,5	96,3	119,4	-19,4%	24,0%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	110,9	107,0	113,2	-3,5%	5,8%
Industries alimentaires	127,0	120,0	111,7	-5,5%	-6,9%
Fabrication de boissons	76,9	86,0	74,5	11,8%	-13,4%
Fabrication de produits à base de tabac	89,0	64,4	81,0	-27,6%	25,8%
Fabrication de textiles	88,3	78,0	71,1	-11,7%	-8,8%
Industrie d'habillement	98,6	103,4	96,9	4,9%	-6,3%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	76,4	67,7	74,9	-11,4%	10,6%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	44,9	41,0	38,4	-8,7%	-6,3%
Industrie du papier et du carton	117,7	116,3	114,2	-1,2%	-1,8%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	133,2	142,6	133,2	7,1%	-6,6%
Industrie chimique	143,7	129,0	153,2	-10,2%	18,8%
Industrie pharmaceutique	107,9	138,6	136,2	28,5%	-1,7%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	138,8	147,4	157,7	6,2%	7,0%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	88,4	86,8	89,6	-1,8%	3,2%
Métallurgie	85,3	74,9	81,6	-12,2%	8,9%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements)	72,0	69,8	65,0	-3,1%	-6,9%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	92,0	90,3	113,7	-1,8%	25,9%
Fabrication d'équipements électriques	131,8	139,8	124,9	6,1%	-10,7%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	115,3	109,0	97,5	-5,5%	-10,6%
Industrie automobile	132,9	128,8	158,1	-3,1%	22,7%
Fabrication d'autres matériels de transport	91,9	107,2	126,5	16,6%	18,0%
Fabrication de meubles	82,9	91,8	95,1	10,7%	3,6%
Autres industries manufacturés	89,7	90,1	75,8	0,4%	-15,9%
Réparation et installation de machines et équipements	95,8	97,9	94,5	2,2%	-3,5%
Production et distribution d'électricité	133,3	135,4	126,4	1,6%	-6,6%

An 11 : ARRIVEES ET NUTEES TOURISTIQUES - Source : Ministère du Tourisme -

	Août 22	Août 23	Août 24	Août 23/22	Août 24/23
Arrivées par pays	6.709.000	10.158.179	11.813.661	51,4%	16,3%
Touristes étrangers	-	4.835.348	5.722.229	-	18,3%
MRE	-	5.322.831	6.091.432	-	14,4%
Nombre de nuitées	11.288.813	17.420.444	18.707.507	54,3%	7,4%
Taux d'occupation	-	49	50	-	1 point

An 12 : CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE –

	Oct 22	Oct 23	Oct 24	2023/22		2024/23		LF 2024 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	248 979	254 054	290 756	5 075	2,0%	36 702	14,4%	339 499	85,6%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	248 979	254 054	289 056	5 075	2,0%	35 002	13,8%	334 499	86,4%
Recettes fiscales	209 393	216 667	243 752	7 274	3,5%	27 085	12,5%	270 797	90,0%
Impôts directs, dont	92 337	95 931	108 895	3 594	3,9%	12 964	13,5%	116 942	93,1%
Impôt sur les sociétés	50 229	50 644	57 136	415	0,8%	6 492	12,8%	59 918	95,4%
Impôt sur le revenu	39 964	42 460	48 322	2 496	6,2%	5 862	13,8%	52 739	91,6%
Impôts indirects	90 152	91 029	102 168	877	1,0%	11 139	12,2%	118 851	86,0%
T.V.A	64 163	64 945	73 019	782	1,2%	8 074	12,4%	86 911	84,0%
Intérieure	18 370	21 435	24 264	3 065	16,7%	2 829	13,2%	29 403	
Importation	45 793	43 510	48 755	-2 283	-5,0%	5 245	12,1%	57 508	
T.I.C	25 989	26 084	29 149	95	0,4%	3 065	11,8%	31 940	91,3%
Tabacs	10 111	10 457	11 221	346	3,4%	764	7,3%	12 500	
Produits énergétiques	13 639	13 295	14 975	-344	-2,5%	1 680	12,6%	16 640	
Droits de douane	11 698	13 181	15 167	1 483	12,7%	1 986	15,1%	15 728	96,4%
Enregistrement et timbre	15 206	16 526	17 522	1 320	8,7%	996	6,0%	19 276	90,9%
Recettes non fiscales	36 560	34 037	43 078	-2 523	-6,9%	9 041	26,6%	65 253	66,0%
Recettes non fiscales Hors privatisation	36 560	34 037	43 078	-2 523	-6,9%	9 041	26,6%	60 253	71,5%
Monopoles et exploitation	11 714	12 064	13 585	350	3,0%	1 521	12,6%	19 480	69,7%
Autres recettes	24 846	21 973	27 793	-2 873	-11,6%	5 820	26,5%	40 773	68,2%
Cession de participations de l'Etat	0	0	1 700	0				5 000	
Recettes de certains comptes spéciaux	3 026	3 350	3 926	324	10,7%	576	17,2%	3 450	113,8%
Fonds spécial des prix	2 721	3 016	3 539	295	10,8%	523	17,3%	2 850	124,2%
Fonds spécial routier	279 425	291 520	338 091	12 095	4,3%	46 571	16,0%	401 462	84,2%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	238 551	242 084	256 850	3 533	1,5%	14 766	6,1%	307 031	83,7%
Dépenses ordinaires	176 802	187 850	204 470	11 048	6,2%	16 621	8,8%	252 845	80,9%
Biens et services	122 179	125 704	135 226	3 525	2,9%	9 522	7,6%	161 623	83,7%
Personnel	54 623	62 146	69 244	7 523	13,8%	7 099	11,4%	91 221	75,9%
Autres Biens et services	26 423	29 567	30 973	3 144	11,9%	1 406	4,8%	37 229	83,2%
Dette publique	23 092	22 799	22 035	-293	-1,3%	-764	-3,4%	26 975	81,7%
Intérieure	3 331	6 768	8 938	3 437	103,2%	2 170	32,1%	10 254	87,2%
Extérieure	35 326	24 667	21 406	-10 659	-30,2%	-3 261	-13,2%	16 957	126,2%
Compensation	10 428	11 970	33 907	1 542	14,8%	21 937	183%	32 469	104,4%
SOLDE ORDINAIRE	57 901	72 235	79 399	14 334	24,8%	7 165	9,9%	100 431	79,1%
Dépenses de capital	248 979	254 054	290 756	5 075	2,0%	36 702	14,4%	339 499	85,6%
dont fonds spécial routier	2 809	2 350	2 414					2 850	
Solde net des autres comptes spéciaux	17 027	22 799	-1 842					6 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-30 446	-37 466	-47 334					-61 962	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-718	-10 186	-4 984					0	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-31 164	-47 652	-52 318					-61 962	
Financement intérieur	23 385	16 624	46 791	-6 761	-29	30 167	181	10 831	
Financement extérieur	7 780	30 959	44 266	23 179	298	13 307	43	51 131	

An 13 : ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

MATURITE	Déc 23	Janvier à fin octobre 24		Oct 24	Flux
		Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	476 341	100.227	22.302	554.266	77925,57
Adjudications (long terme)	440 691	88.403	19045	510.049	69358,0
30 ans Adjudications	43 537	27418,2	0	70955,0	27418,2
20 ans Adjudications	89 422	16469,0	4 921	100970,1	11548,1
15 ans Adjudications	154 900	18052,9	0	172953,0	18052,9
10 ans Réserve d'investissement	212		0	211,7	0
10 ans Adjudications	152 832		14 124,1	165170,7	12338,8
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0,0	0
MOYEN TERME	130 793	24.715	25.162	130.346	-446
Adjudications (moyen terme)	130 793	24.715	25.162	130.346	-446
5 ans Adjudications	120 393	24715,2	25161,6	119.946	0
5 ans révisables	10 400	0	0	10.400	0
COURT TERME	147 806	47456,2	71.268	123.961	-23.845
Adjudications (court terme)	127 899	44956,2	55.943	116.912	-10.987
TCT	0	0	0	0	0
13 semaines Adjudications	407	5153,2	4310	1250	843,2
26 semaines Adjudications	2 079	1408,9	2879,4	608,9	-1470,5
52 semaines Adjudications	30 609	3955,1	19882,4	14682,1	-15927,3
1 an activité socio-économique	0	0	0	0	0
2 ans Adjudications	85 043	34439	28871,3	90611	5567,7
2 ans révisables	9 760	0	0	9760,2	0
Autres	19 907	2500	15324,62	7048,8	-12858
DETTE AMORTISSABLE	35 438	11824,5	3256,905	44005,8	8567,6
TOTAL	763 046	158 074	100149,7	808.573	57925

An 14 : ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

	Oct 22	Oct 23	Oct 24	Oct 23 /22		Oct 24 /23	
				M.DH	%	M.DH	%
				SERVICE	11100	15200	28300
AMORTISSEMENTS	7 800	8 400	19 400	600	8%	11 000	131%
INTERETS	3 300	6 800	8 900	3500	106%	2100	31%
TIRAGES	15 500	39 300	24 900	23 800	154,0%	-14 400	-37%

An 15 : MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Sep 23	Déc 23	Sep 24	Sep 23 / Déc 22		Sep 24/23		Sep 24 / Déc 23	
CONTREPARTIES DE M3									
Créances sur l'économie	348.302	351.585	399.278	30703	9,7%	50.975	14,6%	47.693	13,6%
Créances de BAM	355.170	359.412	368.002	17525	5,2%	12.832	3,6%	8.590	2,4%
Créances des AID	323.822	317.560	351.067	-9.301	-2,8%	27.246	8,4%	33.507	10,6%
Créances nettes sur l'Administration centrale	22.670	10.217	7.794	21.629	2077,7%	-14.877	-65,6%	-2.423	-23,7%
Créances nettes de BAM	301.151	307.342	343.274	-957.314	-76,1%	42.122	14,0%	35.932	11,7%
Créances nettes des AID	1.294.759	1.325.268	1.372.545	35.253	2,8%	77.785	6,0%	47.277	3,6%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	1.512	1.193	1.198	471	45,3%	-314	-20,8%	5	0,4%
Avoirs officiels de réserve	1.293.247	1.324.075	1.371.347	34.782	2,8%	78.100	6,0%	47.272	3,6%
Ressources à caractère non monétaire	277.354	285.017	316.691	-2.264	-0,8%	39.336	14,2%	31.674	11,1%
Capital et réserves des ID	189.128	196.416	214.279	1.801	1,0%	25.151	13,3%	17.863	9,1%
BAM	18.981	21.227	29.916	-2.050	-9,7%	10.935	57,6%	8.689	40,9%
AID	170.147	175.189	184.363	3.851	2,3%	14.216	8,4%	9.174	5,2%
Engagements non monétaires des ID	88.227	88.601	102.412	-4.064	-4,4%	14.185	16,1%	13.811	15,6%
Dépôts exclus de M3	14.751	13.841	17.261	1.711	13,1%	2.510	17,0%	3.420	24,7%
Crédits	33.868	37.434	42.250	-4.088	-10,8%	8.382	24,7%	4.816	12,9%
Titres autres qu'actions exclus de M3	39.184	36.762	41.918	-1.770	-4,3%	2.734	7,0%	5.156	14,0%
Autres ressources	424	564	982	83	24,3%	559	131,8%	418	74,2%
Autres contreparties de M3	45.922	41.393	44.893	-8.531	-15,7%	-1.029	-2,2%	3.500	8,5%
TOTAL DES CONTREPARTIES	1.735.451	1.750.789	1.851.092	50.388	3,0%	115.641	6,7%	100.303	5,7%
AGREGATS DE MONNAIE									
Circulation fiduciaire	386.743	393.452	425.892	32.010	9,0%	39.149	10,1%	32.440	8,2%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	406.255	412.752	445.030	33.469	9,0%	38.774	9,5%	32.278	7,8%
Encaisses des banques (à déduire)	19.512	19.300	19.138	1.459	8,1%	-375	-1,9%	-162	-0,8%
Monnaie scripturale	862.432	892.423	941.957	20.825	2,5%	79.525	9,2%	49.534	5,6%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	3.329	2.297	3.233	72	2,2%	-97	-2,9%	936	40,7%
Dépôts à vue auprès des banques	781.281	812.304	860.903	20.753	2,7%	79.622	10,2%	48.599	6,0%
Dépôts à vue auprès du Trésor	77.822	77.822	77.822	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
M1	1.249.175	1.285.875	1.367.849	52.835	4,4%	118.674	9,5%	81.974	6,4%
Placements à vue	181.525	182.544	187.943	2.248	1,3%	6.418	3,5%	5.399	3,0%
Comptes d'épargne auprès des banques	181.525	182.544	187.943	2.248	1,3%	6.418	3,5%	5.399	3,0%
M2	1.430.700	1.468.419	1.555.793	55.083	4,0%	125.092	8,7%	87.374	6,0%
Autres actifs Monétaires	304.750	282.369	295.299	-4.697	-1,5%	-9.451	-3,1%	12.930	4,6%
M3	1.735.451	1.750.788	1.851.092	50.387	3,0%	115.641	6,7%	100.304	5,7%

An 16 : Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib-

En Millions de DH	Sep 23	Déc 23	Sep 24	Sep 23/Déc 22		Sep 24/23		Sep 24/Déc 23	
Créances des ID par objet économique	1.294.759	1.325.268	1.372.545	35.253	2,8%	77.785	6,0	47.277	3,6%
Créances des AID	1.293.247	1.324.075	1.371.347	34.782	2,8%	78.100	6,0	47.272	3,6%
Crédits des AID	1.095.628	1.119.674	1.143.298	26.925	2,5%	47.671	4,4	23.624	2,1%
Crédits bancaires	1.084.252	1.114.914	1.137.123	25.218	2,4%	52.871	4,9	22.209	2,0%
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	246.150	261.139	259.824	-17.884	-6,8%	13.675	5,6	-1.315	-0,5%
Crédits à l'équipement	193.904	197.848	221.742	14.198	7,9%	27.838	14,4	23.894	12,1%
Crédits immobiliers	301.749	302.893	307.519	1.720	0,6%	5.770	1,9	4.626	1,5%
Crédits à l'habitat	242.431	244.135	246.178	-57.598	-19,2%	3.747	1,5	2.043	0,8%
Crédits aux promoteurs immobiliers	52.282	53.230	56.185	-2.667	-4,9%	3.903	7,5	2.955	5,6%
Crédits à la consommation	57.835	57.754	58.473	361	0,6%	638	1,1	719	1,2%
Créances diverses sur la clientèle	189.741	201.221	191.497	20.784	12,3%	1.756	0,9	-9.724	-4,8%
Crédits à caractère financier	157.725	168.464	166.274	10.497	7,1%	8.549	5,4	-2.190	-1,3%
Autres crédits	31.997	32.722	25.180	10.315	47,6%	-6.817	-21,3	-7.542	-23,0%
Créances en souffrance	94.874	94.059	98.068	6.040	6,8%	3.194	3,4	4.009	4,3%
Titres	159.694	165.425	188.155	8.766	5,8%	28.461	17,8	22.730	13,7%
Titres autres qu'actions	39.458	37.129	39.744	6.291	19,0%	286	0,7	2.615	7,0%
Actions et autres titres de participation	120.236	128.296	148.411	2.475	2,1%	28.175	23,4	20.115	15,7%
Autres	37.925	38.976	39.893	-909	-2,3%	1.968	5,2	917	2,4%
Créances de BAM	1.512	1.193	1.198	471	45,3%	-314	-20,8	5	0,4%
Crédits	753	749	759	-25	-3,3%	6	0,8	10	1,3%

An 17 : TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Sep 23	Déc 23	Sep 24	Sep 24/23	Sep 24/ Déc 23
Taux de dépôts à 6 mois	2,52	2,60	2,92	0,40	0,32
Taux de dépôts à 12 mois	2,49	3,05	2,52	0,03	-0,53
Taux des comptes sur carnet	2,98	2,98	2,48	-0,50	-0,50
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	12,94	12,94	13,27	0,33	0,33
Taux interbancaire	3,00	2,89	2,75	-0,25	-0,14
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	3,00	3,00	2,75	-0,25	-0,25
Taux des avances à 24h	4,00	4,00	3,75	-0,25	-0,25
Taux adjudications (TMP)	Oct 23	Déc 23	Oct 24	Oct 23/Déc22	Oct 24/ Déc 23
13 Sem.	2,910	2,88	2,423	-21	-45,7
26 Sem.		2,98	2,58		-40
52 Sem.	3,200	3,08		32	-307,6
2 Ans	3,460	3,30	2,798		-50,4
5 Ans	3,830	3,57	2,968	383	-60,6
10 Ans		4,04			0
15 Ans	4,190	4,35	3,261		-78,1
20 Ans	4,590	4,76	3,551		-79,9
30 Ans	4,920	5,25	3,921		-83,5

An 18 : ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Septembre 2024	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Avances à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
1	65.020	0	35.233	48.440	0	6.025	-	2,75%
2	65.020	0	35.233	48.440	0	5.919	1.459	2,75%
3	65.020	0	35.233	48.440	0	6.193	2.073	2,75%
4	65.020	0	35.233	48.440	0	6.450	2.330	2,75%
5	61.290	0	35.233	48.440	0	6.167	2.217	2,75%
6	61.290	0	35.233	48.440	0	5.591	1.641	2,75%
7	61.290	0	35.233	48.440	0	5.591	-	2,75%
8	61.290	0	35.233	48.440	0	5.591	-	2,75%
9	61.290	0	35.233	48.440	0	5.060	1.260	2,75%
10	61.290	0	35.233	48.440	0	5.775	1.975	2,75%
11	61.290	0	35.233	48.440	0	5.400	1.600	2,75%
12	67.830	0	35.233	48.440	0	5.282	1.987	2,75%
13	67.830	0	35.233	48.440	0	4.388	1.093	2,75%
14	67.830	0	35.233	48.440	0	4.388	-	2,75%
15	67.830	0	35.233	48.440	0	4.388	-	2,75%
16	67.830	0	35.233	48.440	0	4.388	-	2,75%
17	67.830	0	35.233	48.440	0	4.388	-	2,75%
18	67.830	0	35.233	48.440	0	7.685	4.390	2,75%
19	64.470	0	35.233	48.440	0	6.586	3.066	2,75%
20	64.470	0	35.233	48.440	0	6.283	2.713	2,75%
21	64.470	0	35.233	48.440	0	6.283	-	2,75%
22	64.470	0	35.233	48.440	0	6.283	-	2,75%
23	64.470	0	35.233	48.440	0	6.540	2.970	2,75%
24	64.470	0	35.233	48.440	0	6.994	3.424	2,75%
25	64.470	0	35.233	48.440	0	9.175	5.115	2,75%
26	65.670	0	36.728	51.945	0	7.595	3.860	2,75%
27	65.670	0	36.728	51.945	0	7.035	3.450	2,75%
28	65.670	0	36.728	51.945	0	7.035	-	2,75%
29	65.670	0	36.728	51.945	0	7.035	-	2,75%
30	65.670	0	36.728	51.945	0	9.215	4.430	2,75%
MOY du mois	64.785	0	35.482	49.024	0	6.158	2.687	2,75%

An 19 : BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Oct 23	Déc 23	Oct 24	Oct 24/23	
				M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	36918,6	64445,7	62561,8	25643,3	69,5
Marché central	25020,4	33430,0	46410,4	21390,0	85,5
Actions	24962,3	33371,9	46184,5	21222,2	85,0
Obligations	58,2	58,2	225,9	167,8	288,5
Marché de blocs	2770,0	20206,1	9156,0	6386,0	230,5
Actions	2656,1	20092,1	9075,2	6419,1	241,7
Obligations	113,9	113,9	80,8	-33,1	-29,1
Introductions					
Actions					
Obligations					
Augmentation de Capital	55,5	55,5	5167,3	5111,8	9205,5
Offre publique	2,5	2,5	1300,0	1297,6	52639,9
Transferts	344,2	430,0	491,8	147,7	42,9
Apports de titres	8726,0	10321,7	36,2	-8689,8	-99,6
CAPITALISATION BOURSIERE	616388	626078	729423	113035	18
<i>Banques</i>	218217	224557	252625	34408	16
<i>Sociétés Financières</i>	9212	8710	10689	1477	16
Sociétés de financement	5918	5560	5995	78	1
Sociétés de portefeuilles-Holding	3294	3150	4693	1399	42
<i>Industrie</i>	222188	223341	278955	56768	26
Agroalimentaire	32040	31288	31993	-48	0
Bâtiments et matériaux de construction	77704	79957	92505	14800	19
Boissons	9893	9058	9259	-634	-6
Chimie	1371	1363	1340	-31	-2
Emballage					
Equipement électro et électrique					
Sylviculture et papier	107	98	98	-9	-8
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	112	106	134	22	19
Industrie pharmaceutique	8409	7847	7760	-649	-8
<i>Télécommunications</i>	84393	87910	78020	-6373	-8
<i>Assurances</i>	29063	29480	33582	4519	16
<i>Distributeurs</i>	19769	19294	19653	-117	-1
<i>Technologie de l'information</i>	7694	7621	7266	-429	-6
<i>Autres services</i>	25853	25166	48634	22782	88
MASI	12022	12093	14168	2146	18
MASI 20	978,13	989,84	1143	165	17

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes –

	Sep 22	Sep 23	Sep 24	Sep 23/22		Sep 24/23	
TOTAL DES IMPORTATIONS	552.829	528.916	554.148	-23.914	-4,3%	25.232	4,8%
Alimentation boissons et tabacs	67.102	66.987	67.718	-115	-0,2%	731	1,1%
Blé	20.336	15.080	13.853	-5.256	-25,8%	-1.226	-8,1%
Energie et lubrifiants	115.093	91.081	85.701	-24.012	-20,9%	-5.380	-5,9%
Produits bruts	35.342	24.795	23.936	-10.546	-29,8%	-859	-3,5%
Demi-produits	127.356	110.257	119.578	-17.099	-13,4%	9.322	8,5%
Produits finis	207.788	235.379	256.645	27.591	13,3%	21.266	9,0%
Biens d'équipement	103.141	115.645	128.986	12.504	12,1%	13.341	11,5%
Biens de consommation	104.647	119.734	127.659	15.087	14,4%	7.925	6,6%
TOTAL DES EXPORTATIONS	320.421	314.732	331.514	-5.689	-1,8%	16.782	5,3%
Alimentation boissons et tabacs	56.414	57.072	57.933	658	1,2%	861	1,5%
Energie et lubrifiants	3.289	3.620	3.003	331	10,1%	-617	-17,0%
Produits bruts	24.064	16.046	16.961	-8.018	-33,3%	915	5,7%
Phosphates	10.850	4.802	6.734	-6.047	-55,7%	1.931	40,2%
Demi-produits	97.145	68.916	75.540	-28.229	-29,1%	6.624	9,6%
Dérivés de phosphates	80.645	49.768	53.987	-30.878	-38,3%	4.220	8,5%
Produits finis	139.301	168.956	177.894	29.654	21,3%	8.938	5,3%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	873.250	843.648	885.661	-29.603	-3,4%	42.013	5,0%
SOLDE COMMERCIAL	-232.409	-214.184	-222.634	18.225	-7,8%	-8.450	3,9%
TAUX DE COUVERTURE	58,0	59,5	59,8	1,5		0,3	
RECETTES VOYAGES	64.148	80.358	87.083	16.210	25,3%	6.725	8,4%
TRANSFERTS M.R.E.	82.428	86.994	91.528	4.566	5,5%	4.534	5,2%
RECETTES DES IDE	30.272	24.944	28.700	-5.328	-17,6%	3.756	15,1%

An 21 : INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP –

Groupes	Oct 22	Oct 23	Oct 24	Var moy. Jan- Oct		
				2022/21	2023/22	2024/23
PRODUITS ALIMENTAIRES	119,6	130,1	130,7	10,2	13,8	0,7
Produits alimentaires et boissons	119,2	130,3	10,5	10,5	14,1	0,6
Boissons alcoolisées et Tabac	129,8	140,2	3,5	3,5	5,4	2,4
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	109,8	111,2	112	3,8	1,9	1,3
Articles d'habillement et chaussures	111,3	116,7	4,6	4,6	3,9	2,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	104	108,7	1,1	1,1	1,0	2,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	109,4	112,3	4,8	4,8	4,2	1,0
Santé	101,9	101,2	0,1	0,1	0,5	-1,2
Transport	122,2	118,1	12,1	12,1	0,4	0,5
Communications	104,3	104	0,4	0,4	0,3	-0,2
Loisirs et culture	106,2	105,4	4,0	4,0	1,8	-0,3
Enseignement	116,5	121,8	1,8	1,8	4,1	2,1
Restaurants et hôtels	109,7	119,3	2,3	2,3	5,9	3,5
Biens et services divers	110,9	115,7	3,7	3,7	2,4	2,1
INDICE GENERAL	113,7	118,6	119,4	6,3	6,6	1,1

An 22 : INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Sep 22	Sep23	Sep24	Var moy. Jan- Sep		
				2021/22	2022/23	2023/24
Industries extractives	100,4	100,3	100,3	0,2	0,2	-0,1
Extraction d'Hydrocarbures	100	100	100	0,0	0,0	0,0
Extraction de Minerais Métalliques	100	100	100	0,0	0,0	0,0
Autres Industries Extractives	100,4	100,3	100,3	0,2	0,2	0,0
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	118,5	119,6	117,7	14,0	1,9	-1,0
Industries alimentaires	126,2	128,4	126	14,2	4,5	-1,4
Fabrication de Boissons	105,3	106,6	112,2	3,1	1,1	4,4
Fabrication de produits à base de tabac	107,7	116,7	118,2	6,7	9,2	1,3
Fabrication de textiles	115,4	115	116,6	6,4	3,2	0,6
Industrie d'habillement	106,9	114,3	119,2	2,1	5,2	5,5
Industrie de cuir et de la chaussure	106,3	106,6	106,7	3,1	2,9	0,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	117,8	118,4	118,2	11,1	3,3	0,5
Industrie du papier et du carton	109,1	109,1	109,1	2,3	4,0	0,0
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	100,4	100,4	100,4	0,5	0,8	0,0
Industrie chimique	143,3	142,9	133,2	44,1	-1,2	-4,9
Industrie pharmaceutique	99,1	99,1	99,1	-0,7	-0,1	0,0
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	100,8	101,3	95	2,0	1,1	-4,7
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	105,1	110,6	108,9	3,7	5,2	0,7
Métallurgie	128,4	117,7	119,8	22,4	-5,4	-2,4
Fabrication de produits métalliques	102,9	103,3	103,9	3,8	0,8	0,6
Fabrication de produits informatique	102,6	102,6	102,8	1,1	0,2	0,1
Fabrication d'équipements électriques	114,3	114,9	115,4	7,7	1,5	0,4
Fabrication de machines et équipements n.c.a	101,1	102,1	102,3	0,6	2,0	-0,2
Industrie automobile	105,3	106,2	107,3	3,2	2,5	0,6
Fabrication d'autres matériels de transport	100	100	100	0,0	0,0	0,0
fabrication de meubles	105	105,8	105,8	3,5	2,0	0,2
Autres industries manufacturés	116,8	129,4	134	0,4	9,7	3,9
Production et Distribution d'Electricité	100	100	100	0,0	0,0	0,0
Production et Distribution d'Electricité	100	100	100	0,0	0,0	0,0
Production et Distribution d'Eau	100	100	100	0,0	0,0	0,0